

COMPTES CONSOLIDÉS
SEMESTRIELS CONDENSES
30 juin 2014

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

I. Activité

- Pôle bancassurance France

Le retour de la croissance, tant espérée par les politiques, reste une perspective dont il est prudent de ne pas préciser l'échéance. Après une année 2013 qui a vu la croissance du PIB s'établir à un modeste 0.3%, le 1^{er} trimestre de 2014 a connu une croissance nulle et les indicateurs avancés du 2^{ème} trimestre ne laissent pas de place à l'optimisme, d'autant plus que les dernières nouvelles en provenance d'Allemagne sont mitigées.

C'est dans ce climat quasi récessif à l'échelle européenne que la BCE a pris le 5 juin la décision historique de « verser » un taux d'intérêt négatif sur les dépôts effectués à ses guichets, d'abaisser son taux directeur à 0.15% et d'annoncer un programme de refinancement des banques spécialement destiné aux entreprises (le TLTRO) à hauteur de 400 milliards d'euros.

Dans ce contexte, la collecte en épargne assurance reste une tendance de fonds pour l'activité du réseau, même s'il faut signaler l'excellente performance de l'épargne financière grâce au succès du placement du TSR émis par le CMNE. Pour sa part, la production de crédit immobilier n'a baissé que de 3.5% mais avec un taux de marge toujours très satisfaisant démontrant la pertinence de la politique du CMNE en matière de prix et de risques.

En matière d'épargne, l'épargne bancaire et l'épargne financière ont des comportements diamétralement opposés, la première décollectant 129 M€ en raison de nombreuses échéances de comptes à terme et la seconde collectant 113 M€ grâce au TSR de 120 M€ émis au mois de mars. L'épargne assurance, elle, réalise une collecte nette positive de 82 M€. La collecte en parts sociales est redevenue positive de 11 M€.

En matière de crédit, le 1^{er} semestre 2014 a vu une production globale de 935 M€ contre 960 M€ en 2013, répartie en 522 M€ à l'habitat contre 540 M€, 252 M€ en crédit consommation, parfaitement stable par rapport à 2013 et 162 M€ aux professionnels contre 167 M€.

En assurance IARD, le CMNE est en avance sur son plan de marche. Ainsi, la production en assurance de biens progresse de 30 M€ à 32 M€ et en assurance de personnes de 35 M€ à 37 M€. L'assurance santé a continué sa tendance baissière de 9 M€ à 8 M€ et la prévoyance a progressé de 26 M€ à 28 M€.

L'érosion du fonds de commerce continue de ralentir avec une baisse de 1.300 clients sur le 1^{er} semestre. Il compte désormais 1.032.000 clients.

- Pôle bancassurance Belgique

Durant le premier semestre 2014, **BKCP Banque** a lancé les développements dans le Système d'Information afin de permettre la cession des fonds de commerce d'OBK et de BKCP vers CPSA. Ces activités ont été conduites en parallèle avec des travaux juridiques et comptables nécessaires à ce transfert. En septembre 2014, la migration sera finalisée. Ceci permettra une simplification importante des structures et de la gouvernance du groupe Crédit Professionnel S.A.

Depuis le début de l'année, BKCP Banque s'est concentrée sur l'amélioration des processus dans le but de fluidifier l'expérience client et d'augmenter l'efficacité opérationnelle. Dans ce cadre, BKCP

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

Banque a lancé le Programme EASY qui permettra également une amélioration de sa structure des coûts.

BKCP Banque, en collaboration avec Euro Information, a développé sa banque en ligne en y incluant un module permettant à ses clients d'échanger des communications électroniques sécurisées avec leur banque et en renforçant la sécurité des paiements en ligne. A terme, BKCP Banque souhaite rejoindre le système Zoomit permettant aux clients de recevoir leurs factures (gaz, électricité,...) via leur banque en ligne.

Dans le réseau commercial, le programme WOW (Way of Working) a été mis en place afin d'augmenter sensiblement l'efficacité commerciale par une approche uniformisée de la préparation, de l'exécution et du suivi de chaque rendez-vous client.

En termes de production, l'activité crédit se maintient avec une production qui s'élève à 188 M€ par rapport à 178 M€ dans la même période 2013. Une forte production en crédits hypothécaires compense le ralentissement en crédit d'investissement.

L'encours en épargne bancaire diminue légèrement à 3.253 M€. Les encours en épargne long terme continuent de progresser. Il convient de noter une production brute de 42 M€ en FCP et de 49 M€ en épargne assurance, qui marque une relance de l'activité commerciale après une année morose en 2013. L'encours d'épargne assurance et financière s'élève à 2.060 M€.

Au cours du mois de janvier, **BeObank** a finalisé la migration de ses systèmes centraux vers Euro Information dont elle fait, désormais, partie intégrante.

Etape importante dans la mise en œuvre des synergies entre les entités belges du groupe CMNE, BeObank est entrée le 1er juillet dans « l'unité de TVA BKCP ». Une tarification adaptée a été mise en place, ainsi que des processus de refacturation et de comptabilisation des montants déductibles.

L'action commerciale du 1^{er} semestre a été caractérisée par la mise en place d'un partenariat avec Brico, une des plus grandes chaînes de « do it yourself » en Belgique. Grâce à une carte de crédit co-brandée et un programme de fidélisation, ce nouveau partenariat devrait permettre d'acquérir 20.000 nouveaux clients.

Par ailleurs, le partenariat avec la STIB initié à la fin de 2013 est totalement opérationnel à fin juin avec 39 GAB répartis sur 29 sites dont les statistiques d'utilisation sont rassurantes.

La notoriété de Beobank s'est encore renforcée, à 76%, grâce à des campagnes marque et produits qui ont efficacement contribué à stopper l'érosion du nombre de clients. Celui-ci atteint 427.018 en Juin, soit 5.000 clients de plus qu'à fin décembre 2013.

Enfin, après 7 mois d'opération, Beobank Service Center (rapatrié de Barcelone le 1er décembre 2013) atteint des chiffres de satisfaction clients nettement supérieurs à ceux de l'organisation précédente, tout en ayant en juin 2014 des résultats commerciaux équivalents.

- Pôle entreprises

Le 1^{er} semestre 2014 n'a pas enregistré de reprise des investissements au niveau des entreprises et en particulier des PME dont les carnets de commandes restent courts. La faiblesse des perspectives commerciales conduit ces entreprises à privilégier la tenue de leur trésorerie.

Dans ce contexte économique qui reste atone et encore marqué par des défaillances d'entreprises, la BCMNE met l'accent sur l'élargissement de sa base clients. Elle mène dans ce sens, et avec le renfort

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

de nouveaux collaborateurs, une action commerciale volontariste en direction des grosses PME et ETI dont les plus dynamiques pourraient être une des clés du redémarrage de l'économie. La production de crédits et le niveau des encours connaissent ainsi une inflexion positive et le coût du risque, plus mesuré, est encore marqué par des compléments de provisions sur un petit nombre de dossiers anciens.

Les filiales de crédit-bail évoluent dans le cadre des objectifs définis avec, sur le marché du crédit-bail immobilier, une confirmation de la présence des investisseurs et, pour le crédit-bail mobilier, une bonne orientation sur le secteur de la santé, devenu un relais de croissance appréciable.

- Pôle assurances

La production de NEA affiche une croissance de 8,2% au premier semestre 2014 à 638 M€ dont 457 M€ pour ACMN VIE (-2,2%), 102 M€ pour NELL (+117%) et 75 M€ pour ACMN IARD (+4,6%).

En assurance vie, le marché connaît une croissance modérée (1,9% sur les cinq premiers mois de l'année) tandis que les cotisations d'assurance vie du pôle NEA sont en hausse de 8,8%. Les versements sur les supports en Unités de Comptes ont représenté 19,1% de la production en épargne contre 18,6% à fin juin 2013.

Les prestations vie (sinistres + rachats) de NEA s'inscrivent quant à elle en baisse de 4%. Annualisé, le taux de prestations sur encours s'élève à 7,8% contre 8,4% à fin juin 2013.

Les provisions mathématiques du pôle assurances s'établissent à 11,8 Md€ à fin juin (+2,7%). Avec 1,6 Md€, la part des supports en unités de compte dans l'ensemble des provisions mathématiques est de 14,2% contre 14% un an auparavant.

Les primes en provenance du réseau CMNE représentent 60% de la production d'ACMN VIE et 55% de l'encaissement du Pôle. Elles progressent de 2,6% alors que les prestations sont en baisse de 2%. Ces résultats sont légèrement inférieurs à la moyenne de l'activité vie des bancassureurs en termes d'encaissement (progression moyenne : +4% pour le chiffre d'affaires) mais demeurent favorables en termes de prestations (stabilité des prestations).

En assurance dommage, la progression des cotisations est de 4,6% pour ACMN IARD, soit sensiblement plus que le marché (+1,5%) et le niveau de sinistralité au 30 juin reste favorable dans la continuité des trois exercices précédents.

- Pôle gestion pour compte de tiers

Dans le prolongement de la stratégie menée par le Groupe La Française depuis trois ans afin de l'adapter aux nouveaux défis des asset managers, le premier semestre 2014 a été marqué par :

- La réorganisation du pôle Valeurs Mobilières, suite aux partenariats conclus en 2013, dont la première conséquence est une amélioration générale des performances des fonds sous gestion et une hausse des commissions de surperformance ;
- Le renforcement du pôle Immobilier, suite au partenariat stratégique signée en 2013 avec Forum Partners, avec le rachat de Cushman & Wakefield Investors (devenu LFF REP) qui permet le lancement d'une expertise d'investissement en immobilier direct à l'échelle européenne, complémentaire de celle de La Française REM ;

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

- La confirmation du dynamisme du pôle Solutions d'Investissement (LFIS), marqué par les bonnes performances des fonds sous gestion et le succès commercial de l'offre EMTN auprès de la clientèle de détail comme institutionnelle ;
- Un pôle Prise de Participation désormais tourné vers l'activité de gestion pour compte de tiers autour de New Alpha AM.

En termes d'encours sous gestion, le Groupe La Française gère fin juin 2014 un peu plus de 45 milliards d'euros, contre 38 milliards à fin juin 2013 et un peu moins de 42 milliards d'euros en fin d'année 2013.

Cette hausse est liée à un effet marché positif mais aussi à une collecte nette positive d'environ 1,5 milliard d'euros depuis le début de l'année, dont les principaux éléments sont :

- Une collecte globale de plus de 700 M€ en Valeurs Mobilières, de plus de 250 M€ en Immobilier et d'environ 500 M€ en Solutions d'Investissements ;
- Le lancement prometteur d'offres innovantes développées le plus souvent avec nos nouveaux partenaires stratégiques : gain d'un mandat de 170 M€ en immobilier direct par LFF REP en Allemagne, gain d'un appel d'offres de 100 M€ sur le viager, intérêt de nombreux investisseurs pour le fonds global de foncières cotées mis en place avec Forum Partners...

A noter également la poursuite du développement international, dont les encours représentent désormais près de 9% des encours du Groupe, avec depuis le début de l'année l'ouverture d'un bureau de distribution à Francfort, et la signature d'accords de distribution avec des intermédiaires allemand et autrichien.

Enfin, le premier semestre 2014 aura vu le renforcement des synergies entre les divers pôles de La Française et les autres sociétés du Groupe CMNE, grâce à l'offre de gestion sous mandat de LFAM Gestion Privée pour l'équipe Gestion de Patrimoine du CMNE, la gestion par LFP de fonds promus par BKCP et Beobank, le succès du fonds LFP Patrimoine Flexible auprès de la clientèle du CMNE, et la distribution des offres EMTN par les réseaux bancaires du Groupe CMNE.

II. Les risques

Exposition au risque de dettes souveraines :

Les encours sur les titres souverains ne sont portés que par la compagnie d'assurance et, dans une faible mesure, par la banque OBK qui détenait ces titres antérieurement à son rachat par le CMNE. Les encours sur les « pays à risque » sont résumés dans le tableau suivant :

| Pays | ACMN Vie | OBK |
|----------|----------|------|
| Italie | 84 M€ | 6 M€ |
| Espagne | 10 M€ | 4 M€ |
| Portugal | 11 M€ | 3 M€ |
| Irlande | 45 M€ | - |

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

Exposition au risque de certaines banques européennes

La Caisse Fédérale et ses filiales belges détiennent des encours sur les banques espagnoles et italiennes qui sont résumés dans le tableau suivant.

Les impacts sont faibles et ne concernent que les capitaux propres en raison du classement AFS de la quasi-totalité de ces opérations. Les deux opérations classées en HTM n'ont comptablement pas d'impact et sont économiquement positives.

Il n'y a plus d'encours sur des banques commerciales portugaises au sein du groupe CMNE.

| | CF CMNE | CP sa / BKCP | OBK | BeObank |
|-----------------------|--|--|--|--|
| Medio Credito (It) | | | 5 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -42 K€ | |
| Unicredito (It) | 20 M€. Classement HTM. Latent : +76 K€. Pas d'impact. | 22.5 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -35 K€ | 5 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -8 K€ | |
| Banca Intesa (It) | 58 M€. Classement HTM. Latent : +1.7 M€. Pas d'impact. | 10 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : +1 M€ | 2 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -30 K€ | |
| BBVA (Esp) | | | 2.1 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -137 K€ | |
| Banco Santander (Esp) | | 5 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : + 480 K€ | 3.5 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -240 K€ | 25 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : proche de zéro |
| Bankinter (Esp) | | | 1.7 M€. Classement AFS. Impact en capitaux propres : -117 K€ | |

Lors du rachat de la banque OBK en mars 2012, le groupe CMNE a hérité un portefeuille d'actifs très divers qui a nécessité une attention particulière. Bien que certains titres soient presque totalement illiquides, le risque final reste mesuré et les provisions passées sur le portefeuille d'ABS ont pu être sensiblement réduites. Depuis le rachat de ce portefeuille, les lignes viennent à leur échéance naturelle et sont remboursées au pair, OBK ayant cependant préféré revendre les lignes qui lui paraissaient les plus sensibles, sur opportunités de marché.

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

Le tableau ci-dessous résume l'évolution favorable de ce portefeuille, à la fois en termes de baisse régulière de l'encours et en termes de moins-values latentes, désormais proches de zéro.

En millions d'euros

| | 30/06/2013 | | | 30/06/2014 | | |
|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|-------------|
| | BE gaap | MTM | R.Latent | BE gaap | MTM | R.Latent |
| Etat | 124.3 | 127.6 | +3.3 | 88.9 | 92.6 | +3.7 |
| Régions | 44.2 | 44.6 | +0.4 | 29.4 | 30.7 | +1.3 |
| Banques | 36.0 | 34.6 | -1.4 | 29.0 | 29.3 | +0.3 |
| Assurances | 4.9 | 5.0 | +0.1 | - | - | - |
| ABS | 68.6 | 60.9 | -7.7 | 59.9 | 53.9 | -6.0 |
| Corporate | 8.0 | 8.1 | +0.1 | 8.0 | 8.2 | +0.2 |
| TOTAL | 286.1 | 280.9 | -5.1 | 215.2 | 214.7 | -0.5 |

Perspectives d'évolution

Si les chiffres attendus par le FMI pour la croissance mondiale en 2014 sont assez satisfaisants avec une anticipation de 3.7%, le contraste entre les économies avancées qui sont redevenues le moteur de la croissance et les pays émergents qui restent des contributeurs par leurs exportations mais non plus par leur demande intérieure, est aggravé par les divergences de trajectoires au sein même de ces économies.

En effet, les Etats-Unis continuent d'accélérer avec 2.8% de croissance attendue, après 1.9% en 2013 et l'Allemagne « tire » la croissance européenne avec une prévision de 1.7% qui contraste avec l'anticipation française de 1%, l'espagnole de 0.9% et l'italienne de 0.6%, même si les premiers éléments d'activité au 2^{ème} trimestre jettent un doute sur la prévision annuelle. Dans un tel contexte, si le taux de chômage aux Etats-Unis ou en Allemagne fait figure de mauvais souvenir, les taux français, italien ou espagnol qui vont de 11% à 25% de la population active constituent un handicap terrible pour le retour de la confiance et donc de la consommation intérieure.

L'économie française, déjà handicapée par une trop faible consommation intérieure, l'est une seconde fois par un déficit commercial qui représente 1.7% de son PIB ; un déficit commercial qui jette une lumière crue sur la divergence entre l'économie française et l'économie allemande puisque cette dernière a enregistré un excédent commercial représentant 7.5% de son PIB en 2013.

Cette faiblesse générale de la croissance dans la zone euro couplée à un excédent commercial global de la zone, malgré la contreperformance de la France, conduit à la juxtaposition inhabituelle de taux d'intérêts très bas et d'une monnaie très forte, ce double phénomène étant conforté par une inflation réelle proche de zéro.

Le résultat de cette orientation macroéconomique a été une performance exceptionnelle des produits de taux au 1^{er} semestre 2014 et un début d'essoufflement du marché des actions, en France tout au moins, qui ne semble plus bénéficier du statut « d'investissement par défaut » qui a été le sien tout au long de 2012 et 2013.

Même si la BCE a réaffirmé dans ses propos et montré dans ses actes la permanence de sa politique d'argent abondant pour les deux années qui viennent, il est difficile d'imaginer que le marché

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

obligatoire puisse encore renfermer un potentiel de performance significatif et le risque de voir une repentification de la partie longue de la courbe ne doit plus être négligé.

Le territoire du CMNE dans la **banque de détail** reste marqué par un contexte économique fortement pénalisé (indice de richesse très en dessous de la moyenne nationale, taux de chômage sensiblement supérieur). Dans ce contexte, il est peu vraisemblable que les tendances observées au 1^{er} semestre s'inversent de façon significative et l'objectif de production annuelle de crédit a été revu pour tenir compte de cette situation. Pour sa part, la collecte en épargne assurance comme celle en épargne financière devrait être confortée à la fois par la baisse applicable au 1^{er} août du taux du Livret A et par le lancement de nouveaux produits d'investissement.

Sur la lancée du 1^{er} semestre, les entités du groupe en Belgique vont poursuivre leurs objectifs : à travers différents programmes organisationnels, **BKCP** va poursuivre l'amélioration de son service à la clientèle dans les domaines de l'épargne bancaire ou assurance et dans celui des opérations sur titres. La mise en place d'un scoring pour crédit hypothécaire permettra d'accélérer le processus de décision sur les dossiers les plus simples. **BeObank** va travailler sur une segmentation plus fine de sa clientèle d'épargnants afin d'amener sa clientèle la plus fortunée vers des produits d'épargne longue. Un projet de partenariat avec la SNCB est également à l'étude pour la diffusion de cartes de crédit.

Enfin, les deux entités vont intensifier les travaux du programme Convergence qui vise à identifier toutes les synergies possibles et à préparer l'organisation cible du groupe CMNE en Belgique à l'horizon 2015.

Le **Pôle Entreprises** a pour objectifs immédiats de s'adapter à la nouvelle donne de l'économie française marquée par un ralentissement général sur le marché intérieur, par un déploiement international en devenir pour beaucoup d'entreprises et par un niveau global d'investissements modeste. Dans le cadre de synergies opérationnelles plus fines entre entités, il veut apporter le service le plus pertinent à ses clients pour les accompagner vers le rebond attendu.

Pour le **Pôle Assurances**, l'échéance désormais connue de l'application de la réglementation Solvabilité II constitue le principal challenge, à l'instar des autres compagnies françaises. Les incertitudes qui demeurent sur la pondération en risque de certains actifs constituent par ailleurs une contrainte difficile à gérer dans le cadre de la politique d'allocation d'actifs.

Une politique qui reste marquée par un contexte de taux très bas qui, s'il a été à nouveau porteur de plus-values au 1^{er} semestre, reste une source de préoccupation structurelle que ne compensent pas le comportement devenu incertain du marché des actions et la dimension encore embryonnaire des financements directs à l'économie.

Dans ce contexte, les objectifs d'activité commerciale pour le 2^{ème} semestre de 2014 restent la stabilité des encours gérés (hors capitalisation) sur les fonds euros, l'accroissement de la part des contrats en unités de compte et la poursuite du développement des assurances de biens et de personnes.

Après trois années d'investissements significatifs et de croissance à marche forcée, les enjeux du **Pôle Gestion pour Compte de Tiers** sont la hausse de sa rentabilité, la garantie de la sécurité de ses activités et le maintien de ses prestations à un haut niveau qualitatif.

CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

Faits caractéristiques du 1^{er} semestre 2014

Outre une maîtrise de ses coûts et des risques liés à ses activités, l'atteinte de ces objectifs reposera sur une hausse du revenu moyen des encours sous gestion, ce qui nécessitera le développement des encours long terme du pôle. Ceci passera par :

- La persistance de performances élevées, dans un cadre de risque maîtrisé, sur l'ensemble des fonds et véhicules des diverses expertises du Groupe La Française ;
- La poursuite de la couverture de l'ensemble des canaux de distribution vers la clientèle de détail française ;
- Une hausse du taux d'équipement de la clientèle institutionnelle française ;
- La poursuite de la montée en puissance du développement international, notamment en Allemagne et en Italie ;
- Le succès commercial des derniers partenariats stratégiques conclus sur les expertises Valeurs Mobilières et Immobilier ;
- La relance de l'activité Actions ;
- Le maintien de la qualité de la relation et du service client ;
- La faculté de proposer à la clientèle des solutions d'investissement innovantes répondant à leurs besoins, à l'image de La Française GIS.

Dans cette optique, toujours animé de la volonté de développer au profit de ses clients des offres différenciantes présentant des rendements attractifs dans un cadre de risque maîtrisé, La Française vient d'annoncer un partenariat avec le Groupe Acofi en vue de créer, dans un contexte de désintermédiation bancaire, une plateforme commune de financement de l'économie réelle. Ce partenariat permettra le lancement de gammes de fonds innovantes en France et à l'international destinées à la clientèle institutionnelle.

=====

Attestation du responsable de la publication du rapport d'activité semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 8 août 2014

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nobili', written over a faint horizontal line.

Christian Nobili
Directeur Général Délégué

GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, Place Richebé
59000 - Lille

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, Place Richebé
59000 - Lille

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I « Informations générales - Faits marquants du premier semestre 2014 » et sur la note II « Méthodes et principes de consolidation, périmètre - Principes d'inclusion dans le périmètre » qui exposent les effets de la première application de la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés ».

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 8 août 2014

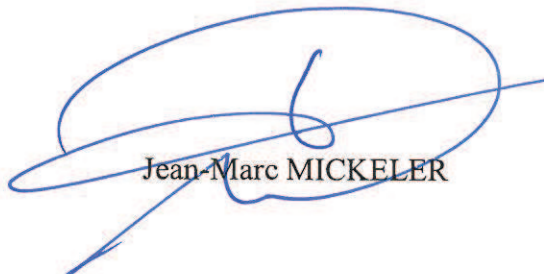
Les Commissaires aux Comptes

Mazars



Michel BARBET-MASSIN

Deloitte & Associés



Jean-Marc MICKELER

BILAN PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2014

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

| | Note | 30.06.2014 | 31.12.2013 retraité * | Variation | |
|---|-------------------|-------------------|--------------------------|------------------|-----------------|
| Caisse, Banques centrales - Actif | 1 | 222 909 | 448 022 | (225 113) | (50,25)% |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 2, 4, 6 | 11 700 684 | 11 089 317 | 611 367 | 5,51% |
| - Effets publics et valeurs ass. - Trading | | - | - | - | - |
| - Effets publics et valeurs ass. - JVO | | - | - | - | - |
| - Obligations et autres T.R.F. - Trading | | 4 890 | 46 626 | (41 736) | (89,51)% |
| - Obligations et autres T.R.F. - JVO | | 3 898 884 | 3 925 273 | (26 389) | (0,67)% |
| - Actions et autres T.R.V - Trading | | 186 277 | 225 088 | (38 811) | (17,24)% |
| - Actions et autres T.R.V - JVO | | 7 530 952 | 6 841 953 | 688 999 | 10,07% |
| - Prêts et créances sur EC - JVO | | - | - | - | - |
| - Prêts et créances sur la clientèle - JVO | | - | - | - | - |
| - Dérivés et autres actifs fin. - Trading | | 79 681 | 50 377 | 29 304 | 58,17% |
| Instruments dérivés de couvert. - Actif | 3, 4, 6 | 51 159 | 46 159 | 5 000 | 10,83% |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 5, 6, 10 | 6 878 887 | 6 464 057 | 414 830 | 6,42% |
| - Effets publics et valeurs ass. - DALV | | 474 909 | 467 654 | 7 255 | 1,55% |
| - Obligations et autres T.R.F. - DALV | | 5 786 212 | 5 519 342 | 266 870 | 4,84% |
| - Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV | | 443 566 | 309 543 | 134 023 | 43,30% |
| - Participations et ATDLT - DALV | | 38 986 | 34 170 | 4 816 | 14,09% |
| - Parts dans les entreprises liées - DALV | | 135 214 | 133 348 | 1 866 | 1,40% |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 | 3 925 425 | 3 919 731 | 5 694 | 0,15% |
| - Prêts sur les établissements de crédit | | 3 925 425 | 3 919 731 | 5 694 | 0,15% |
| - Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC | | - | - | - | - |
| Prêts et créances sur la clientèle | 8 & 10 | 15 619 380 | 15 536 119 | 83 261 | 0,54% |
| - Prêts sur la clientèle | | 14 351 086 | 14 300 638 | 50 448 | 0,35% |
| - Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL | | - | - | - | - |
| - Location financement bailleur - Op de CB | | 991 808 | 954 143 | 37 665 | 3,95% |
| - Location financement bailleur - Op de LS | | 276 486 | 281 338 | (4 852) | (1,72)% |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 3 | 30 849 | 15 247 | 15 602 | 102,33% |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | 9 & 10 | 903 605 | 1 005 812 | (102 207) | (10,16)% |
| - Effets publics et valeurs ass. - DJM | | 63 155 | 74 649 | (11 494) | (15,40)% |
| - Obligations et autres T.R.F. - DJM | | 840 450 | 931 163 | (90 713) | (9,74)% |
| Actifs d'impôt courants | 13 | 57 974 | 74 208 | (16 234) | (21,88)% |
| Actifs d'impôt différés | 13 | 77 313 | 79 856 | (2 543) | (3,18)% |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 14 | 473 816 | 461 219 | 12 597 | 2,73% |
| - Autres actifs | | 321 404 | 313 108 | 8 296 | 2,65% |
| - Comptes de régularisation - Actif | | 126 947 | 122 681 | 4 266 | 3,48% |
| - Autres actifs d'assurance | | 25 465 | 25 430 | 35 | 0,14% |
| Actifs non courants dest. à être cédés | | 2 171 | 3 507 | (1 336) | (38,10)% |
| Participation aux bénéfices différée | 19 | - | - | - | - |
| Participations dans les entreprises MEE | 15 | 145 271 | 134 385 | 10 886 | 8,10% |
| Immeubles de placement | 16 | 48 744 | 49 695 | (951) | (1,91)% |
| Immobilisations corporelles et LF preneur | 17 | 330 161 | 230 931 | 99 230 | 42,97% |
| - Immobilisations corporelles | | 330 161 | 230 931 | 99 230 | 42,97% |
| - Location financement preneur | | - | - | - | - |
| Immobilisations incorporelles | 17 | 54 655 | 59 017 | (4 362) | (7,39)% |
| Ecart d'acquisition | 18 | 203 864 | 201 395 | 2 469 | 1,23% |
| Total de l'actif | | 40 726 867 | 39 818 677 | 908 190 | 2,28% |

* retraitements liés à la mise en oeuvre d'IFRS10

BILAN PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2014

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

| | Note | 30.06.2014 | 31.12.2013 retraité * | Variation | |
|--|----------------|-------------------|--------------------------|------------------|-----------------|
| Banques centrales - Passif | 1 | - | - | - | - |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 2, 4, 6 | 174 296 | 149 483 | 24 813 | 16,60% |
| - Dettes envers les EC - JVO | | 1 | 1 | - | - |
| - Dettes envers la clientèle - JVO | | - | - | - | - |
| - Dettes représentées par un titre - JVO | | 124 965 | 120 628 | 4 337 | 3,60% |
| - Dettes subordonnées - JVO | | - | - | - | - |
| - Dérivés et autres passifs fin. - Trading | | 49 330 | 28 854 | 20 476 | 70,96% |
| Instruments dérivés de couvert. - Passif | 3, 4, 6 | 128 456 | 101 306 | 27 150 | 26,80% |
| Dettes envers les Ets de crédit | 1 | 1 901 778 | 2 147 148 | (245 370) | (11,43)% |
| Dettes envers la clientèle | 8 | 15 544 085 | 15 639 182 | (95 097) | (0,61)% |
| - Cptes créd. clientèle - CERS - A vue | | 9 818 701 | 9 893 935 | (75 234) | (0,76)% |
| - Cptes créd. clientèle - CERS - A terme | | 1 371 214 | 1 317 577 | 53 637 | 4,07% |
| - Cptes créd. clientèle - Autres - A vue | | 3 343 481 | 3 314 913 | 28 568 | 0,86% |
| - Cptes créd. clientèle - Autres - A terme | | 1 010 689 | 1 112 757 | (102 068) | (9,17)% |
| Dettes représentées par un titre | 12 | 5 216 125 | 4 939 870 | 276 255 | 5,59% |
| - Dettes rep. par un T. - Bon de caisse | | 145 633 | 170 882 | (25 249) | (14,78)% |
| - Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN | | 3 535 025 | 3 682 358 | (147 333) | (4,00)% |
| - Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig. | | 1 485 473 | 1 063 478 | 421 995 | 39,68% |
| - Dettes rep. par un T. - Autres | | 49 994 | 23 152 | 26 842 | 115,94% |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 3 | 3 075 | 3 558 | (483) | (13,58)% |
| Passifs d'impôt courants | 13 | 58 513 | 61 603 | (3 090) | (5,02)% |
| Passifs d'impôt différés | 13 | 68 680 | 54 825 | 13 855 | 25,27% |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 14 | 2 027 486 | 2 083 580 | (56 094) | (2,69)% |
| - Autres passifs | | 1 799 587 | 1 867 024 | (67 437) | (3,61)% |
| - Comptes de régularisation - Passif | | 227 899 | 216 556 | 11 343 | 5,24% |
| - Autres passifs d'assurance | | - | - | - | - |
| Dettes liées aux actifs dest. à être cédés | | - | - | - | - |
| Prov. techniques des contrats d'assur. | 19 | 12 605 293 | 12 005 348 | 599 945 | 5,00% |
| Provisions | 20 | 125 156 | 132 505 | (7 349) | (5,55)% |
| Dettes subordonnées | 21 | 435 539 | 155 179 | 280 360 | 180,67% |
| Capitaux propres | | 2 438 385 | 2 345 090 | 93 295 | 3,98% |
| Capitaux propres - Part du groupe | 22 | 2 387 971 | 2 289 997 | 97 974 | 4,28% |
| - Capital souscrit | | 1 306 823 | 1 298 462 | 8 361 | 0,64% |
| - Primes d'émission | | 2 750 | 2 750 | - | - |
| - Réserves consolidées - Groupe | | 813 188 | 673 537 | 139 651 | 20,73% |
| - Résultat - Groupe | | 119 316 | 184 102 | (64 786) | (35,19)% |
| - Gains ou pertes latents - Groupe | | 145 894 | 131 146 | 14 748 | 11,25% |
| Capitaux propres - Intérêts minoritaires | | 50 414 | 55 093 | (4 679) | (8,49)% |
| - Réserves consolidées - Minoritaires | | 43 253 | 46 912 | (3 659) | (7,80)% |
| - Résultat consolidé - Minoritaires | | 5 594 | 6 905 | (1 311) | (18,99)% |
| - Gains ou pertes latents - Minoritaires | | 1 567 | 1 276 | 291 | 22,81% |
| Total du passif | | 40 726 867 | 39 818 677 | 908 190 | 2,28% |

* retraitements liés à la mise en oeuvre d'IFRS10

COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE

en milliers d'euros

au 30 juin 2014

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

| | Note | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 retraité * |
|---|-----------|------------------|------------------|------------------|-----------------|--------------------------|
| Produits d'intérêts et assimilés | 24 | 608 935 | 632 748 | (23 813) | (3,76)% | 1 253 212 |
| - Int. & prod. ass. - Op. avec EC | | 29 809 | 41 245 | (11 436) | (27,73)% | 72 723 |
| - Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle | | 340 302 | 355 314 | (15 012) | (4,22)% | 701 832 |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV | | 27 667 | 29 209 | (1 542) | (5,28)% | 59 508 |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM | | 9 431 | 13 468 | (4 037) | (29,97)% | 24 498 |
| - Produits sur op. de crédit-bail et ass. | | 138 724 | 130 129 | 8 595 | 6,60% | 265 330 |
| - Produits sur op. de LS | | 48 540 | 50 778 | (2 238) | (4,41)% | 101 982 |
| - Dérivés de couverture - Produits | | 14 462 | 12 605 | 1 857 | 14,73% | 27 339 |
| Charges d'intérêts et assimilés | 24 | (351 960) | (381 447) | 29 487 | (7,73)% | (747 881) |
| - Int. & charges ass. - Op. avec EC | | (11 899) | (12 978) | 1 079 | (8,31)% | (26 410) |
| - Int. & charges ass. - Op. avec clientèle | | (97 639) | (121 202) | 23 563 | (19,44)% | (228 369) |
| - Int. & charges ass. - Dettes rep. titre | | (44 412) | (44 572) | 160 | (0,36)% | (88 418) |
| - Int. & charges ass. - Dettes subord. | | (1 349) | (1 912) | 563 | (29,45)% | (3 735) |
| - Charges sur op. de crédit-bail et ass. | | (123 649) | (112 783) | (10 866) | 9,63% | (231 403) |
| - Charges sur op. de LS | | (43 763) | (44 950) | 1 187 | (2,64)% | (91 373) |
| - Dérivés de couverture - Charges | | (29 249) | (43 050) | 13 801 | (32,06)% | (78 173) |
| Commissions (Produits) | 25 | 102 377 | 105 579 | (3 202) | (3,03)% | 209 120 |
| Commissions (Charges) | 25 | (30 374) | (30 347) | (27) | 0,09% | (60 913) |
| Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat | 26 | 31 915 | 10 892 | 21 023 | 193,01% | 41 829 |
| - Solde net des op. / T. de transaction | | 7 815 | 4 008 | 3 807 | 94,99% | 6 235 |
| - Solde net des op. de change | | 625 | 656 | (31) | (4,73)% | 1 092 |
| - Solde net des dérivés de trading | | 18 015 | 14 417 | 3 598 | 24,96% | 35 566 |
| - Solde net - Inefficacité dérivés de couv | | 1 266 | 2 592 | (1 326) | (51,16)% | (543) |
| - Solde net des actifs financiers JVO | | 15 491 | 2 330 | 13 161 | 564,85% | 24 840 |
| - Solde net des passifs financiers JVO | | - | - | - | - | - |
| - Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO | | 2 982 | 3 541 | (559) | (15,79)% | 6 956 |
| - Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO | | (14 279) | (16 652) | 2 373 | (14,25)% | (32 317) |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV | 27 | 30 849 | 14 667 | 16 182 | 110,33% | 28 416 |
| - Revenus des titres à revenu variable | | 12 343 | 6 360 | 5 983 | 94,07% | 7 528 |
| - Oblig. et autres T.R.F. (dont EP) | | 2 626 | 2 802 | (176) | (6,28)% | 8 121 |
| - Actions, TAP et autres T.R.V. | | 7 573 | 1 347 | 6 226 | 462,21% | 5 726 |
| - Participations, ATDLT, PEL | | 8 436 | 4 763 | 3 673 | 77,12% | 7 646 |
| - Autres gains et pertes / actifs fin | | (129) | (605) | 476 | (78,68)% | (605) |
| Produits des autres activités | 28 | 1 027 629 | 895 944 | 131 685 | 14,70% | 1 795 277 |
| Charges des autres activités | 28 | (837 776) | (722 209) | (115 567) | 16,00% | (1 439 154) |
| Produit Net Bancaire IFRS | | 581 595 | 525 827 | 55 768 | 10,61% | 1 079 906 |
| Frais généraux IFRS | 29 | (396 944) | (375 100) | (21 844) | 5,82% | (741 795) |
| - Charges de personnel | | (223 637) | (222 662) | (975) | 0,44% | (441 541) |
| - Charges générales d'exploitation | | (153 151) | (137 884) | (15 267) | 11,07% | (268 372) |
| - Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl | | (20 156) | (14 554) | (5 602) | 38,49% | (31 882) |
| Résultat Brut d'Exploitation IFRS | | 184 651 | 150 727 | 33 924 | 22,51% | 338 111 |
| Coût du risque | 30 | (14 878) | (23 837) | 8 959 | (37,58)% | (61 637) |
| Résultat d'Exploitation IFRS | | 169 773 | 126 890 | 42 883 | 33,80% | 276 474 |
| QP de résultat des entreprises MEE | 15 | 5 459 | 5 021 | 438 | 8,72% | 10 179 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 31 | (145) | (667) | 522 | (78,26)% | (667) |
| - Solde net - Corr. val. immo corp incorp | | (145) | (667) | 522 | (78,26)% | (954) |
| - Résultat sur entités conso (cession...) | | - | - | - | - | 287 |
| Variations de valeur des écarts d'acq. | 32 | - | - | - | - | - |
| Résultat Avant Impôts IFRS | | 175 087 | 131 244 | 43 843 | 33,41% | 285 986 |
| Impôts sur le résultat | 33 | (50 177) | (42 607) | (7 570) | 17,77% | (94 979) |
| Gains & pertes nets d'impôts / act aband | | - | - | - | - | - |
| Résultat net total IFRS | | 124 910 | 88 637 | 36 273 | 40,92% | 191 007 |
| Résultat consolidé - Minoritaires | | 5 594 | 2 088 | 3 506 | 167,91% | 6 905 |
| Résultat Net | | 119 316 | 86 549 | 32 767 | 37,86% | 184 102 |

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

au 30 juin 2014

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

| | Note | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 retraité * |
|--|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|--------------------------|
| Résultat Net | | 124 910 | 88 637 | 36 273 | 40,92% | 191 007 |
| Ecart de conversion | | 355 | - | 355 | (784,43)% | (45) |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | | 17 831 | (3 698) | 21 529 | 65 417,81% | 33 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | (618) | 977 | (1 595) | (74,01)% | 2 155 |
| Réévaluation des immobilisations | | - | - | - | - | - |
| QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE | | 418 | 556 | (138) | (24,73)% | 556 |
| Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres | 34, 35 | 17 986 | (2 165) | 20 151 | 746,72% | 2 699 |
| Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies | | (2 947) | 275 | (3 222) | (37,68)% | 8 551 |
| Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres | 34, 35 | (2 947) | 275 | (3 222) | (37,68)% | 8 551 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 139 949 | 86 747 | 53 202 | 61,33% | 202 257 |
| Dont part du Groupe | | 134 064 | 84 873 | 49 191 | 25,13% | 195 752 |
| Dont part des minoritaires | | 5 885 | 1 874 | 4 011 | 61,66% | 6 505 |

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

| en milliers d'euros | Capital et réserves liées | |
|---|---------------------------|-------------------------------|
| | Capital | Réserves liées au capital (1) |
| Capitaux propres au 31 décembre 2012 | 1 318 063 | 2 750 |
| Variation de capital | - 19 601 | |
| Elimination des titres auto-détenus | | |
| Emission d'actions de préférence | | |
| Composante capitaux propres des instruments hybrides | | |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | |
| Affectation du résultat 2012 | | |
| Distribution 2013 au titre du résultat 2012 | | |
| <i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i> | - 19 601 | - |
| Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3) | | |
| Résultat 31 décembre 2013 | | |
| <i>Sous-total</i> | - | - |
| Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires | | |
| Changement de méthodes comptables | | |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence | | |
| Variations des taux de conversion | | |
| Autres variations | | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2013 | 1 298 462 | 2 750 |
| Variation de capital | 8 361 | |
| Elimination des titres auto-détenus | | |
| Emission d'actions de préférence | | |
| Composante capitaux propres des instruments hybrides | | |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | |
| Affectation du résultat 2013 | | |
| Distribution 2014 au titre du résultat 2013 | | |
| <i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i> | 8 361 | - |
| Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3) | | |
| Résultat 30 juin 2014 | | |
| <i>Sous-total</i> | - | - |
| Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires | | |
| Changement de méthodes comptables | | |
| Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence | | |
| Variations des taux de conversion | | |
| Autres variations | | |
| Capitaux propres au 30 juin 2014 | 1 306 823 | 2 750 |

Les autres variations de réserves consolidées correspondent essentiellement à l'écart entre le calcul théorique des dividendes et leur perception réelle

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente et les variations de valeur des écarts actuariels sur la provision IFC (Indemnités de Fin de Carrière)

(3) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 juin 2014

| Réserves consolidées | Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS) | | | Résultat net part du groupe | Capitaux propres part du groupe | Capitaux propres part des minoritaires | Total capitaux propres consolidés |
|----------------------|--|--|--|-----------------------------|---------------------------------|--|-----------------------------------|
| | Liés à la réévaluation | Variations de valeur des instruments financiers | | | | | |
| Réserves consolidées | | Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente | Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture | | | | |
| 563 974 | - 8 421 | 150 865 | - 22 948 | 152 518 | 2 156 801 | 39 043 | 2 195 844 |
| | | | | | - 19 601 | | - 19 601 |
| | | | | | - | | - |
| | | | | | - | | - |
| | | | | | - | | - |
| 120 736 | | | | - 120 736 | - | | - |
| | | | | - 31 782 | - 31 782 | | - 31 782 |
| 120 736 | - | - | - | - 152 518 | - 51 383 | - | - 51 383 |
| | 8 551 | 221 | 2 155 | | 10 927 | 400 | 10 527 |
| | | | | 184 102 | 184 102 | 6 905 | 191 007 |
| - | 8 551 | 221 | 2 155 | 184 102 | 195 029 | 6 505 | 201 534 |
| - 2 434 | | 211 | | | - 2 223 | 15 503 | 13 280 |
| - | | | | | - | | - |
| - 6 850 | | 556 | | | - 6 294 | | - 6 294 |
| - | | 45 | | | - 45 | | - 45 |
| - 1 889 | | 1 | | | - 1 888 | - 5 958 | - 7 846 |
| 673 537 | 130 | 151 809 | - 20 793 | 184 102 | 2 289 997 | 55 093 | 2 345 090 |
| | | | | | 8 361 | | 8 361 |
| | | | | | - | | - |
| | | | | | - | | - |
| | | | | | - | | - |
| 155 700 | | | | - 155 700 | - | | - |
| | | | | - 28 402 | - 28 402 | | - 28 402 |
| 155 700 | - | - | - | - 184 102 | - 20 041 | - | - 20 041 |
| | - 2 957 | 17 508 | - 619 | | 13 932 | 291 | 14 223 |
| | | | | 119 316 | 119 316 | 5 594 | 124 910 |
| - | - 2 957 | 17 508 | - 619 | 119 316 | 133 248 | 5 885 | 139 133 |
| - 10 609 | | 40 | | | - 10 569 | - 16 903 | - 27 472 |
| - | | | | | - | | - |
| - 2 468 | | 425 | | | - 2 043 | | - 2 043 |
| - | | 351 | | | - 351 | | - 351 |
| - 2 972 | 2 | 3 | 1 | | - 2 972 | 6 339 | 3 367 |
| 813 188 | - 2 825 | 170 130 | - 21 411 | 119 316 | 2 387 971 | 50 414 | 2 438 385 |

(écart dû aux variations de périmètre et au mode de traitement en IFRS des options de vente des minoritaires).

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2013 / 2014

| en millions d'euros | CMNE IFRS 2013.12 | CMNE IFRS 2014.06 |
|---|----------------------|----------------------|
| Résultat net | 191 | 125 |
| Impôt | 95 | 50 |
| Résultat avant impôts | 286 | 175 |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 32 | 19 |
| - Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | 0 | 1 |
| +/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations | 396 | 310 |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | -10 | -6 |
| +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement | -8 | -8 |
| +/- Produits/charges des activités de financement | 0 | 0 |
| +/- Autres mouvements | 35 | -777 |
| = Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | 445 | -461 |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a) | 25 | -311 |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b) | -165 | -297 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c) | -1 621 | -1 391 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 61 | 1 351 |
| - Impôts versés | -86 | -24 |
| = Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | -1 786 | -672 |
| <u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u> | <u>-1 055</u> | <u>-958</u> |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d) | 369 | 99 |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement (e) | -2 | 0 |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f) | -75 | -42 |
| <u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</u> | <u>292</u> | <u>57</u> |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g) | -51 | -20 |
| +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h) | 818 | 690 |
| <u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</u> | <u>767</u> | <u>670</u> |
| EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D) | 0 | 0 |
| Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D) | 4 | -231 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A) | -1 055 | -958 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B) | 292 | 57 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C) | 767 | 670 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D) | 0 | 0 |
| <u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u> | <u>606</u> | <u>611</u> |
| Caisse, banques centrales (actif & passif) | 428 | 448 |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 178 | 163 |
| <u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u> | <u>610</u> | <u>380</u> |
| Caisse, banques centrales (actif & passif) | 448 | 223 |
| Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 162 | 157 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE | 4 | -231 |
| | 0 | 0 |

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2013 / 2014

| en millions d'euros | CMNE IFRS 2013.12 | CMNE IFRS 2014.06 |
|---|----------------------|----------------------|
| <i>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</i> | | |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie) | 225 | 0 |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées | -200 | -311 |
| <i>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</i> | | |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées | -275 | -93 |
| +/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées | 110 | -204 |
| <i>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</i> | | |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat | -558 | -1 141 |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat | 14 | -1 |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente | 70 | -399 |
| + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente | 166 | 295 |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture | 0 | 0 |
| +/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre | -1 312 | -145 |
| <i>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</i> | | |
| - Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence | -6 | 0 |
| + Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence | 0 | 3 |
| + Encaissements liés aux dividendes reçus | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | -107 | -185 |
| + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 478 | 274 |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente | -6 | -3 |
| + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente | 11 | 10 |
| +/- Autres flux liés aux opérations d'investissement | 0 | 0 |
| + Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus | 0 | 0 |
| <i>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</i> | | |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement | -2 | 0 |
| + Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement | 0 | 0 |
| <i>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</i> | | |
| - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | -84 | -22 |
| + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | 9 | -20 |
| <i>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</i> | | |
| + Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital | -20 | 8 |
| + Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital | 0 | 0 |
| - Décaissements liés aux dividendes payés | -32 | -28 |
| - Décaissements liés aux autres rémunérations | 0 | 0 |
| <i>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</i> | | |
| + Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre | 834 | 433 |
| - Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre | 0 | -25 |
| + Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées | 0 | 282 |
| - Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées | -16 | 0 |
| N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers. | | |

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES
(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)

ARRETES AU 30 JUIN 2014

Cette annexe est divisée en six parties :

- I INFORMATIONS GENERALES
- II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE
- III PRINCIPES COMPTABLES
- IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS
- V INFORMATION SECTORIELLE
- VI AUTRES INFORMATIONS

I INFORMATIONS GENERALES

Le Crédit Mutuel est une banque coopérative régie par la loi du 10 septembre 1947. Il n'appartient qu'à ses sociétaires, détenteurs d'une part sociale A qui permet à chacun de s'exprimer selon le principe "une personne, une voix" et notamment d'élire les administrateurs.

Les trois degrés - local, régional et national - de cette organisation non centralisée fonctionnent selon le principe de la subsidiarité : au niveau le plus proche du sociétaire, la Caisse locale exerce les principales fonctions d'une agence bancaire, les autres échelons effectuant les tâches que la Caisse locale ne peut assumer seule.

La traduction en consolidation de l'originalité capitalistique du groupe est basée sur la détermination d'une entité consolidante qui traduit la communauté des sociétaires liée par des liens financiers de solidarité et de gouvernance communs.

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est donc constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires. La Fondation du Crédit Mutuel Nord Europe est également intégrée à l'entité consolidante.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2013-04 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2014 :

- les normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28R relatives à la consolidation dont les principales modifications sont les suivantes :

- ✓ une définition unique du contrôle quel que soit le type d'entité ("classique" ou "ad hoc"),
- ✓ la distinction entre droits substantifs et protectifs : l'existence de droits substantifs exerçables par d'autres parties peut empêcher un investisseur d'obtenir le contrôle sur une entité (ex : droits de vote potentiels). Les droits protectifs ont pour but de protéger les intérêts de leur détenteur, sans toutefois lui conférer de pouvoir (droit de veto par exemple),
- ✓ la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les coentreprises, qui sont désormais comptabilisées par mise en équivalence,
- ✓ de nouvelles informations à fournir sur les intérêts minoritaires significatifs, les entités structurées consolidées et non consolidées, les intérêts détenus dans les filiales non consolidées d'une société d'investissement...

- les amendements à :

- ✓ IAS 32 relatif à la compensation, visant à clarifier certaines notions existantes,
- ✓ IAS 39 sur la novation des dérivés. Ces amendements permettent par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires,
- ✓ IAS 36 visant à clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Conformément à la norme IFRS7-B6, les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du Groupe.

© Recours à des estimations

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les

résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2014

⊗ Plusieurs mouvements de périmètre ont eu lieu au sein du pôle Gestion pour Compte de Tiers, les principaux étant les suivants :

■ Avec une prise de participation de 40% dans la société TAGES, La Française des Placements renforce sa présence dans le domaine de la Multi-Gestion Alternative. Cette entité est consolidée par mise en équivalence.

■ Un partenariat autour de l'expertise actions entre la société Inflection Point Capital Management et La Française des Placements a conduit à une prise de participation à hauteur de 49% dans Inflection Point Capital Management Ltd UK à Londres. Cette entité est consolidée par mise en équivalence. En contrepartie, 49% de La Française Inflection Point (ex LFP Sarasin) ont été cédés à IPCM Ltd UK.

■ La société Nouvelles Expertises et Talents AM a porté à 50% sa participation dans la société JKC Capital Management Ltd basée à Hong Kong afin de permettre de développer les activités du Groupe sur la zone Asie Pacifique. Cette entité est consolidée par mise en équivalence.

■ Dans le cadre d'un projet immobilier destiné à accueillir fin 2015 les équipes du Groupe La Française, boulevard Raspail à Paris, l'OPCI Raspail a été créé afin d'acquérir les titres de la SCI Raspail Vavin Invest, propriétaire de l'immeuble. Ces deux entités détenues à 100% entrent dans le périmètre par intégration globale.

⊗ Au cours du 1er semestre, La Française Bank, basée à Luxembourg, a cédé sa clientèle de détail. La banque reste active pour le financement des opérations de structuration effectuées par sa succursale à Paris.

⊗ La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et ACMN Vie ont procédé à l'émission d'emprunts TSR respectivement de 132 millions d'euros et 150 millions d'euros.

⊗ L'application de la norme IFRS10 a conduit le Groupe à intégrer à son périmètre les OPCVM et SCPI pour lesquels son taux d'exposition au rendement (détention directe plus commissions de gestion et de surperformance) était supérieur à 35 %. Ces nouvelles entités ont été traitées par la "short-cut method", la juste valeur des parts non détenues par le Groupe étant ajoutée aux postes d'actif concernés tandis que la contrepartie est enregistrée comme une dette, comptabilisée en "autres passifs". Il est à noter que ce traitement était déjà appliqué pour les détentions supérieures à 50%. L'impact supplémentaire au 31 décembre 2013 est de 552 millions d'euros (s'ajoutant aux 843 millions déjà constatés, soit un total de 1.394 millions) tandis que le montant global enregistré à ce titre au 30 juin 2014 est de 1.386 millions d'euros.

II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE

1. PRINCIPES D'INCLUSION DANS LE PERIMETRE

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS28R.

Le périmètre de consolidation est composé :

- des entités contrôlées de manière exclusive : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé, ou a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient.
- des entités sous contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :
 - une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
 - une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
- des entités sous influence notable : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle.

2. METHODES DE CONSOLIDATION

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale : cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.
- l'intégration proportionnelle : cette méthode consiste à intégrer dans les comptes de l'entité consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entité consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées d'entreprises communes, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante,
- la mise en équivalence : elle consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles, et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation, et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

3. PERIMETRE

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2014 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

| | Pays | Date d'arrêté | Pourcentage contrôle | Pourcentage intérêt | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--|----------|---------------|----------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------------|
| 1. Entreprises à caractère financier | | | | | | |
| 1.1 Etablissements de crédit | | | | | | |
| > Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 44 775 | Mère |
| > BCMNE (base consolidée) - 4 place Richebé 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 3 461 | IG |
| > CMNE Belgium (base consolidée) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | 18 239 | IG |
| 1.2 Etablissements financiers autres que 1.1 | | | | | | |
| > FCP Nord Europe Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 99,99 | 65 | IG |
| > FCP Richebé Gestion - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 99,78 | 6 157 | IG |
| > FCP Richebé Recovery - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 99,40 | 20 | IG |
| > CMNE Home Loans FCT - 4 place Richebé 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 99,90 | 0 | IG |
| 1.3 Autres entreprises à caractère financier | | | | | | |
| > SDR Normandie - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN | FRANCE | 06/14 | 99,80 | 99,80 | 135 | IG |
| 2. Entreprises non financières | | | | | | |
| 2.1 Assurances | | | | | | |
| > Nord Europe Assurances (base consolidée) - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 34 183 | IG |
| 2.2 Services | | | | | | |
| > Actéa Environnement - 5/7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -112 | IG |
| > CMNE Environnement - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -5 | IG |
| > CMN TEL - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 16 | IG |
| > Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG | FRANCE | 06/14 | 10,15 | 10,15 | 3 893 | MEE |
| > Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 41 | IG |
| > GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 291 | IG |
| > Sicorfé Maintenance - rue Bourgelat - 62223 St LAURENT BLANGY | FRANCE | 06/14 | 34 | 34 | 60 | MEE |
| > Transactimmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -13 | IG |
| 2.3 Industrie | | | | | | |
| 2.4 Holding non financier | | | | | | |
| > Groupe La Française (base consolidée) - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 98,79 | 98,79 | 7 075 | IG |
| > Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 1 035 | IG |
| | | | | | Total | 119 316 |

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IP : Intégration Proportionnelle ; IG : Intégration Globale

Banque Commerciale du Marché Nord Europe 4 place Richebé 59000 LILLE

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Pays | Date d'arrêté | Pourcentage contrôle | Pourcentage intérêt | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--|--------|---------------|----------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------------|
| Banque Commerciale du Marché Nord Europe | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -1 356 | IG |
| > Bail Actea - 7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 2 703 | IG |
| > Nord Europe Lease - Tour de Lille- 60 Boulevard de Turin - 59777 EURALILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 2 031 | IG |
| > GIE BCMNE Gestion - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 0 | IG |
| > Nord Europe Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-SAINT- | FRANCE | 06/14 | 99,65 | 99,63 | 83 | IG |
| | | | | | Total | 3 461 |

CMNE Belgium**Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES**

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Pays | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--|----------|------------------|-------------|---------|--|---------------------------------|
| | | | contrôle | intérêt | | |
| CMNE Belgium | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | -802 | IG |
| > BKCP SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 95,87 | 95,87 | -10 420 | IG |
| > Beobank Belgique - Boulevard Général Jacques, 263G - 1050 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | 9 794 | IG |
| > BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | -6 | IG |
| > Crédit Professionnel SA - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | 18 468 | IG |
| > Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | 310 | IG |
| > Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | -9 | IG |
| > OBK - Graaf Van Vlaanderenplein, 19 - 9000 GAND | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | 904 | IG |
| Total | | | | | 18 239 | |

Nord Europe Participations et Investissements**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Pays | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--|----------|------------------|-------------|---------|--|---------------------------------|
| | | | contrôle | intérêt | | |
| Nord Europe Participations et Investissements | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -361 | IG |
| > SCI Centre Gare | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 1 417 | IG |
| > Finimad (Marchand de biens) | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -21 | IG |
| > Sofimmo 3 | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 2 | IG |
| > Sofimpar | BELGIQUE | 06/14 | 100 | 100 | -2 | IG |
| Total | | | | | 1 035 | |

IMMOBILIERE DU CMN**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Pays | Date d'arrêté | Pourcentage | | Méthode d'intégration (1) |
|--|--------|------------------|-------------|---------|---------------------------------|
| | | | contrôle | intérêt | |
| > SCI CMN | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |
| > SCI CMN 1 | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |
| > SCI CMN 2 | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |
| > SCI CMN 3 | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |
| > SCI CMN Location | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |
| > SCI CMN Location 2 | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |
| > SCI RICHEBE INKERMANN | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | IG |

Nord Europe Assurances**9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS**

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Pays | Date d'arrêté | Pourcentage | | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--|------------|------------------|-------------|---------|--|---------------------------------|
| | | | contrôle | intérêt | | |
| Nord Europe Assurances | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | -1 356 | IG |
| > ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 51 | 51 | 5 466 | IG |
| > ACMN Vie - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 27 648 | IG |
| > Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 195 | IG |
| > CP-BK Reinsurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG | LUXEMBOURG | 06/14 | 100 | 100 | 973 | IG |
| > Nord Europe Life LUXEMBOURG - rue Charles Martel 62 L2134 LUXEMBOURG | LUXEMBOURG | 06/14 | 100 | 100 | 1 150 | IG |
| > Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 13 | IG |
| > Pérennité Entreprises - 5 Rue de Dunkerque - 75010 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 100 | 43 | IG |
| > Vie Services - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS | FRANCE | 06/14 | 77,5 | 77,5 | 51 | IG |
| Total | | | | | 34 183 | |

Groupe La Française
173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

| Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i> | Pays | Date d'arrêt | Pourcentage contrôle | Pourcentage intérêt | Contribution au résultat (en K€) | Méthode d'intégration (1) |
|--|-----------------------|-----------------|-------------------------|------------------------|--|---------------------------------|
| Groupe La Française | FRANCE | 06/14 | 98,79 | 98,79 | 192 | IG |
| > CD Partenaires - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 74,27 | 68 | IG |
| > Convictions Asset Management - 15 bis rue de Marignan - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 30,00 | 29,64 | 116 | MEE |
| > CMH Gestion - 88 rue Cardinet - 75017 PARIS | FRANCE | 06/14 | 24,48 | 20,86 | 0 | MEE |
| > FCT LFP Créances Immobilières - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 99,11 | 149 | IG |
| > Forum Holding BV - Fred. Roeskestraat 123, 1076 EE - Amsterdam | PAYS-BAS | 06/14 | 10 | 9,88 | -22 | MEE |
| > Forum Partners Investment Management Limited - 1700 E Putnam Ave, Old Greenwich, CT 06870 - 1366, Delaware - USA | ETATS UNIS D AMERIQUE | 06/14 | 10 | 9,88 | 41 | MEE |
| > GIE Groupe La Française - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | 93 | IG |
| > Groupe Cholet-Dupont - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 33,40 | 33,00 | 686 | MEE |
| > La Française AM Finance Services - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | -25 | IG |
| > La Française AM GP - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | 77 | IG |
| > La Française AM ICC - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | -121 | IG |
| > La Française AM Iberia - C/ Joaquin Costa 26 - 28002 MADRID | ESPAGNE | 06/14 | 66 | 65,21 | 92 | IG |
| > La Française AM International - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg | LUXEMBOURG | 06/14 | 100 | 98,80 | 421 | IG |
| > La Française Bank - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg | LUXEMBOURG | 06/14 | 100 | 99,28 | -130 | IG |
| > La Française Global Real Estate Investment Management Limited - 12 Berkeley Street - | ROYAUME-UNI | 06/14 | 100 | 98,79 | -396 | IG |
| > La Française Inflection Point - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 51 | 73,82 | 60 | IG |
| > La Française Investment Solutions - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 65 | 64,21 | 821 | IG |
| > La Française des Placements - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | 3 000 | IG |
| > La Française Real Estate Managers - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 86,25 | 85,21 | 754 | IG |
| > LFP Nexity Services Immobiliers - 147 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 24,64 | 20,99 | 119 | MEE |
| > LFP SV - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | -19 | IG |
| > New Alpha Asset Management - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | 166 | IG |
| > NEXT Advisor - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | -78 | IG |
| > Nouvelles EXpertises et Talents AM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | 531 | IG |
| > Siparex Proximité Innovation - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 46,46 | 45,90 | 252 | MEE |
| > Société Holding Partenaires - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 51,00 | 50,38 | -3 | IG |
| > UFG PM - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 85,21 | -7 | IG |
| > Tages Capital LLP - 39 St James' Street - London | ROYAUME-UNI | 06/14 | 40 | 39,52 | 490 | MEE |
| > Inflection Point Capital Management Ltd - 125 Old Broad Street - London | ROYAUME-UNI | 06/14 | 49 | 48,41 | -213 | MEE |
| > JKC Capital Management Ltd - 34-37 Connaught Road Central - Hong-Kong SAR | HONG-KONG | 06/14 | 50 | 49,40 | 0 | MEE |
| > OPCI Raspail - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 99,78 | 134 | IG |
| > SCI Raspail Vavin Invest - 173 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS | FRANCE | 06/14 | 100 | 98,79 | -173 | IG |
| | | | | | Total | 7 075 |

Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période

| | Nom de l'entreprise |
|-------------------------------------|---|
| <u>Entrées :</u> | |
| Acquisition | Tages Capital LLP Inflection Point capital Management Ltd SCI Raspail Vavin Invest |
| Création | OPCI Raspail |
| Entités précédemment détenues | JKC Capital Management Ltd |
| <u>Sorties :</u> | |
| TUP ou fusion | Franklin Gérance |
| <u>Changement de dénomination :</u> | LFP-Sarasin devient La Française Inflection Point Holding Cholet Dupont devient Groupe Cholet Dupont |

Entités consolidés par "short-cut method" dans le cadre de l'application de la norme IFRS 10

| | % d'intérêt | Intérêts minoritaires constatés |
|---------------------------------|----------------|---------------------------------------|
| <u>OPCYM</u> | | |
| BKCP CORE FUND Class A | 36,98% | 4 544 |
| BKCP CORE FUND Class B | 36,95% | 4 546 |
| DIADEME GLOBAL SELECTION (A) | 56,88% | 20 500 |
| ELIXIME JANVIER 2015 | 99,84% | 46 |
| ELIXIME JANVIER 2016 | 99,87% | 28 |
| FCPR NORD-EUROPE 1 | 50,99% | 1 814 |
| LF AM LFP MUL O BC C. | 99,49% | 516 |
| LF AM LFPFSGIRE ID D. | 96,83% | 741 |
| LFP LEADERS EMERGENT S | 67,92% | 182 |
| LFP MULTI TRENDS | 47,63% | 9 937 |
| LFP TREND OPPORTUNITIES | 94,67% | 2 845 |
| LFIS VISION ABSOLUTE RETURN IS | 70,01% | 30 479 |
| LFIS VISION CREDIT OPP. I EUR | 61,31% | 46 596 |
| LFP ACTIONS MONDE FCP | 47,17% | 19 466 |
| LFP ALLOCATION 7 (R) | 62,29% | 32 350 |
| LFP ALLOCATION VOLATILITE PI | 92,82% | 3 763 |
| LFP ALLOCATION VOLATILITE PR | 97,70% | 678 |
| LFP ALTERAM EVENT | 79,10% | 21 023 |
| LFP ALTERAM MULTI ARBITRAGE II | 91,22% | 7 459 |
| LFP ALTERAM MULTI ARBITRAGES | 87,62% | 20 123 |
| LFP CONVERTIBLES DYNAMIQUE P | 46,45% | 142 |
| LFP FONCIERES EUROPE (R) | 54,29% | 1 992 |
| LFP HORIZON 2014 | 85,79% | 1 484 |
| LFP INFLATION PLUS | 40,78% | 11 302 |
| LFP LIBROBLIG FCP 5DEC | 93,41% | 5 337 |
| LFP MULTI ALPHA | 37,04% | 29 547 |
| LFP MULTISTRATEGIES OBLIGAT AIR | 48,30% | 1 954 |
| LFP OBLIGATIONS EMERGENTES P | 51,64% | 7 218 |
| LFP OBLIGATIONS ISR D | 38,55% | 2 613 |
| LFP OBLIGATIONS LT | 46,37% | 11 375 |
| LFP PATRIMOINE EMERGENT P | 62,34% | 249 |
| LFP PATRIMOINE FLEXIBLE R | 93,86% | 17 076 |
| LFP PREMIUM EMERGENT S R | 96,52% | 372 |
| LFP PROFIL PERFORMANCE R | 72,69% | 18 301 |
| LFP PROFIL REGULARITE R | 88,73% | 10 534 |
| LFP R2P I HEDGE | 35,17% | 75 815 |
| LFP RENDEMENT 2017 R | 54,38% | 1 679 |
| LFP SELECTION EMERGING | 53,22% | 63 |
| LFP TRESORERIE B FCP 4DEC | 97,01% | 62 |
| LFP TRESORERIE MOYEN TERME R | 90,83% | 7 259 |
| NEXT AM TENDANCE FINANCE CL A | 39,37% | 17 088 |
| SWELL ENH.CASH.DYN | 37,51% | 25 057 |
| SWELL SOFT GTAA FUND | 50,92% | 36 904 |
| | | 511 060 |
| <u>SCPI</u> | | |
| CR. MUT. PIERRE 1 | 37,28% | 518 609 |
| LFP EUROPEAN FUND OF FUNDS SI. | 91,49% | 3 036 |
| LFP GRANDS VIGNOBLES | 62,95% | 8 030 |
| LFP IMMO SR 2 | 76,13% | 1 253 |
| LFP OPSIS ASSURANCE | 99,06% | 183 |
| LFP OPSIS PATRIMOINE PARTENAIR | 48,60% | 20 871 |
| LFP PIERRE | 56,02% | 302 061 |
| PIERRE EXPANSION | 84,53% | 5 811 |
| SCPI PIERVAL SANTE | 47,93% | 3 120 |
| UFG PIXEL 1 | 80,57% | 12 071 |
| | | 875 045 |

4. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

⊗ Retraitements et éliminations

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements. Il est à souligner que, lorsque des titres émis par une entité consolidée sont détenus par les compagnies d'assurance du Groupe en tant que placements représentatifs de contrats libellés en unités de comptes, ils ne sont pas éliminés ; ceci permet de matérialiser l'adossement actif – passif de ce type de contrats d'assurance vie.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

⊗ Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

⊗ Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés dans le résultat de la période.

L'écart d'acquisition, ou survalueur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS 39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition ou cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe. La valeur recouvrable de l'UGT, déterminée dans le cadre de ces tests, est définie comme étant sa valeur de marché. La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'UGT dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par la juste valeur des entités composant l'UGT appréciée au regard des formules des pactes d'actionnaires ou par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples. Le cas échéant, la valeur recouvrable peut aussi être basée sur la valeur d'utilité. Celle-ci repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables de ces UGT et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à

long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

Ⓢ **Impôts différés**

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

4. ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux

activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

III PRINCIPES COMPTABLES

Ⓢ Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat.

Suite à la définition de cette notion par l'EBA dans son projet de texte, publié fin octobre 2013, le groupe prépare sa mise en œuvre dans les systèmes d'information afin que les définitions comptable et prudentielle soient harmonisées.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

Ⓢ Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

Ⓢ **Garanties financières et engagements de financement**

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser leur titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

Ⓢ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

Ⓢ **Opérations en devises**

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change à la date d'arrêté.

■ **Actifs ou passifs financiers monétaires**

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat".

■ **Actifs ou passifs financiers non monétaires**

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat" si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les "plus ou moins-values latentes ou différées" lorsqu'il s'agit d'actifs financiers disponibles à la vente.

Lorsque des titres en devises consolidés sont financés par un emprunt dans la même devise, celui-ci fait l'objet d'une couverture de flux futurs de trésorerie.

Ⓢ **Opérations de location**

■ **Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur**

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

■ **Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur**

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la

valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

© Titres acquis

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

* Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

* Instruments négociés sur un marché non actif

Lorsqu'un marché est non actif, les prix de marché peuvent être utilisés comme un élément afin de déterminer la juste valeur, mais peuvent ne pas être déterminants.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché. Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les données observables sur un marché sont à retenir tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

Classification des titres

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

■ *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

* Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques

prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Ces transferts de portefeuille ont pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle leur impact sur le résultat du Groupe.

* Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

■ *Actifs financiers disponibles à la vente*

Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

Dépréciation et risque de crédit

* Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition, ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

* Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

■ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cessions ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

© **Hiérarchie de juste valeur**

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; Sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.

- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont

notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables, ...

Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

⊗ *Actifs non courants destinés à être cédés*

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

⊗ *Dérivés et comptabilité de couverture*

Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

S'agissant des principes retenus pour la partie relative au calcul des DVA et CVA, il est considéré que :

- les opérations internes au groupe ne sont pas concernées du fait des règles de solidarité qui s'appliquent au sein du Groupe CM CIC,

- les calculs effectués ont permis d'établir que l'impact des opérations collatéralisées (exclusivement interbancaires) n'est pas ou peu significatif, selon les règles de calcul utilisées.

De ce fait, aucune DVA / CVA n'est enregistrée au 30 juin 2014.

Classification des dérivés et comptabilité de couverture

■ *Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

* *Dérivés incorporés*

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé,
- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,

- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

✳ Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

■ **Comptabilité de couverture**

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

✳ Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de banque de détail. Selon les dispositions de la norme IAS 39, le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan intitulée "Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. De manière rétrospective, les couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont associés deviennent insuffisants.

* Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

© Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

- Constructions - gros œuvre structure : 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions - équipements : 10 - 25 ans
- Agencements et installations : 5 - 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 - 10 ans
- Matériel de sécurité : 3 - 10 ans
- Matériel roulant : 3 - 5 ans
- Matériel informatique : 3 - 5 ans

Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1 - 3 ans

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables (comme les droits au bail) font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation" du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique "Charges des autres activités" (pour les dotations) et "Produits des autres activités" (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Gains ou pertes nets sur autres actifs".

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités".

La juste valeur des immeubles de placement est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle repose sur une évaluation de ces immeubles par référence au marché, effectuée par des experts indépendants.

⊗ **Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées**

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés, s'il est disponible en vue d'être vendu et, si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques "actifs non courants destinés à être cédés" et "dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés". Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique "gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées".

⊗ **Contrats d'épargne réglementée**

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

⊗ **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

⊗ **Activités d'assurance**

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance, émis ou souscrits, et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

■ **Actifs**

Les actifs financiers, immeubles de placement et immobilisations suivent les méthodes de comptabilisation décrites par ailleurs.

En revanche, les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

■ *Passifs*

Les provisions techniques des contrats en unité de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance non-vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs) et aux sinistres à payer.

Les contrats d'assurance bénéficiant d'une clause de participation aux bénéfices discrétionnaires font l'objet d'une "comptabilité reflet". La provision pour participation aux bénéfices différée en résultant représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct et leur recouvrabilité est jugée sur le fondement d'une analyse des flux futurs de trésorerie en tenant compte d'hypothèses de taux servis à la clientèle et de collecte cohérente avec le business plan établi par les compagnies.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

■ *Compte de résultat*

Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés dans les postes "Produits des autres activités" et "Charges des autres activités".

Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

⊗ **Provisions**

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

⊗ **Avantages au personnel**

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19R. Les dispositions se traduisent pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies par :

- La constatation immédiate des écarts actuariels en gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres et des modifications de régime en résultat,
- L'application aux actifs du régime du taux d'actualisation de la dette,
- Un renforcement des informations à présenter en annexe.

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel", à l'exception de la part résultant des écarts actuariels qui est comptabilisée en gains ou pertes latents ou différés, en capitaux propres.

■ **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies**

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'émission des entreprises notées AA en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

■ Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont couverts par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance. L'écart entre le montant des droits des salariés et la valeur du contrat de couverture fait l'objet d'une provision déterminée en fonction des informations communiquées par l'assureur.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en gains ou pertes latents ou différés, enregistrés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

⊗ Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

⊗ Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.

IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

1. NOTES RELATIVES AU BILAN

Note 1 : Caisse, Banques Centrales

1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| Caisse, Banques centrales | | | | |
| Banques centrales | 138 592 | 366 765 | -228 173 | -62,21% |
| dont réserves obligatoires | 52 384 | 52 211 | 173 | 0,33% |
| Caisse | 84 317 | 81 257 | 3 060 | 3,77% |
| Total | 222 909 | 448 022 | -225 113 | -50,25% |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | | | | |
| Comptes réseau Crédit Mutuel (1) | 2 656 573 | 2 651 844 | 4 729 | 0,18% |
| Autres comptes ordinaires | 148 486 | 162 156 | -13 670 | -8,43% |
| Prêts | 1 031 548 | 1 002 468 | 29 080 | 2,90% |
| Autres créances | 68 444 | 47 141 | 21 303 | 45,19% |
| Créances dépréciées sur base individuelle | 46 | 47 | -1 | -2,13% |
| Créances rattachées | 20 328 | 56 075 | -35 747 | -63,75% |
| Total | 3 925 425 | 3 919 731 | 5 694 | 0,15% |

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

1b. Dettes envers les établissements de crédit

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| Banques centrales | | | | |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Total | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Dettes envers les établissements de crédit | | | | |
| Autres comptes ordinaires | 54 650 | 8 575 | 46 075 | 537,32% |
| Emprunts | 1 820 547 | 2 074 471 | -253 924 | -12,24% |
| Autres dettes | 13 323 | 48 584 | -35 261 | -72,58% |
| Dettes rattachées | 13 258 | 15 518 | -2 260 | -14,56% |
| Total | 1 901 778 | 2 147 148 | -245 370 | -11,43% |

Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| | 30.06.2014 | | | 31.12.2013 | | |
|--|----------------|-------------------------|-------------------|----------------|-------------------------|-------------------|
| | Transaction | Juste valeur sur option | Total | Transaction | Juste valeur sur option | Total |
| . Titres | 191 167 | 11 429 836 | 11 621 003 | 271 714 | 10 767 226 | 11 038 940 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | 4 890 | 3 898 884 | 3 903 774 | 46 626 | 3 925 273 | 3 971 899 |
| . Cotés | 4 890 | 3 848 921 | 3 853 811 | 46 626 | 3 877 319 | 3 923 945 |
| . Non cotés | 0 | 49 963 | 49 963 | 0 | 47 954 | 47 954 |
| - Actions et autres titres à revenu variable | 186 277 | 7 530 952 | 7 717 229 | 225 088 | 6 841 953 | 7 067 041 |
| . Cotés | 186 277 | 7 530 952 | 7 717 229 | 225 088 | 6 841 953 | 7 067 041 |
| . Instruments dérivés de transaction | 79 681 | 0 | 79 681 | 50 377 | 0 | 50 377 |
| TOTAL | 270 848 | 11 429 836 | 11 700 684 | 322 091 | 10 767 226 | 11 089 317 |

Le montant publié au titre des "actions et autres titres à revenu variable cotés", en juste valeur sur option, au 31 décembre 2013 était de 6.299.544 K€ L'augmentation de 542.409 K€ correspond à l'impact de l'application de la norme IFRS 10 et représente, pour les OPCVM et SCI dans lesquels le Groupe a une participation supérieure à 35%, le montant détenu par des porteurs extérieurs. Ce montant, comptabilisé selon la "short-cut method", est enregistré à l'actif dans les lignes de titres concernés tandis que sa contrepartie figure en dettes, dans les "autres passifs".

2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 49 330 | 28 854 | 20 476 | 70,96% |
| Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat | 124 966 | 120 629 | 4 337 | 3,60% |
| TOTAL | 174 296 | 149 483 | 24 813 | 16,60% |

La ligne "passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat" correspond aux EMTN structurés émis par la CFCMNE jusqu'au 31 décembre 2012, classés dans cette catégorie du fait du dérivé qu'ils comprennent. A partir du 1^{er} janvier 2013, les dérivés inclus dans les obligations structurées émises ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée, en juste valeur par résultat, les obligations "vanille" étant, quant à elles, enregistrées au coût amorti.

Note 3 : Couverture

3a. Instruments dérivés de couverture

| | 30.06.2014 | | 31.12.2013 | |
|--|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| . Couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge) | 1 003 | 39 051 | 2 568 | 40 138 |
| . Couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat) | 50 156 | 89 405 | 43 591 | 61 168 |
| TOTAL | 51 159 | 128 456 | 46 159 | 101 306 |

3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

| | Juste valeur 30.06.2014 | Juste valeur 31.12.2013 | Variation de juste valeur |
|--|----------------------------|----------------------------|------------------------------|
| Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles | | | |
| . d'actifs financiers | 30 849 | 15 247 | 15 602 |
| . de passifs financiers | 3 075 | 3 558 | -483 |

Note 4 : Analyse des instruments dérivés

| | 30.06.2014 | | | 31.12.2013 | | |
|---|-------------------|----------------|----------------|-------------------|---------------|----------------|
| | Notionnel | Actif | Passif | Notionnel | Actif | Passif |
| Instruments dérivés de transaction | | | | | | |
| <i>Instrument de taux</i> | | | | | | |
| Swaps | 7 208 940 | 78 653 | 40 275 | 6 530 212 | 49 653 | 26 316 |
| Options et instruments conditionnels | 0 | 1 028 | 9 055 | 536 | 716 | 2 538 |
| <i>Instrument de change</i> | | | | | | |
| Autres contrats fermes | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 |
| Sous-total | 7 208 940 | 79 681 | 49 330 | 6 530 748 | 50 377 | 28 854 |
| Instruments dérivés de couverture | | | | | | |
| <i>Couverture de Fair Value Hedge</i> | | | | | | |
| Swaps | 3 863 620 | 50 156 | 89 405 | 3 759 470 | 43 591 | 61 168 |
| <i>Couverture de Cash Flow Hedge</i> | | | | | | |
| Swaps | 1 175 700 | 1 003 | 39 051 | 1 075 700 | 2 568 | 40 138 |
| Sous-total | 5 039 320 | 51 159 | 128 456 | 4 835 170 | 46 159 | 101 306 |
| Total | 12 248 260 | 130 840 | 177 786 | 11 365 918 | 96 536 | 130 160 |

Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

5a. Actifs financiers disponibles à la vente

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|------------------|------------------|----------------|--------------|
| . Effets publics | 467 143 | 460 854 | 6 289 | 1,36% |
| . Obligations et autres titres à revenu fixe | 5 709 726 | 5 419 131 | 290 595 | 5,36% |
| - Cotés | 5 164 515 | 4 895 789 | 268 726 | 5,49% |
| - Non cotés | 545 211 | 523 342 | 21 869 | 4,18% |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 443 566 | 309 543 | 134 023 | 43,30% |
| - Cotés | 204 069 | 130 422 | 73 647 | 56,47% |
| - Non cotés | 239 497 | 179 121 | 60 376 | 33,71% |
| . Titres immobilisés | 174 060 | 167 518 | 6 542 | 3,91% |
| - Titres de participations | 28 735 | 24 121 | 4 614 | 19,13% |
| - Autres titres détenus à long terme | 10 111 | 10 049 | 62 | 0,62% |
| - Parts dans les entreprises liées | 135 214 | 133 348 | 1 866 | 1,40% |
| . Créances rattachées | 84 392 | 107 011 | -22 619 | -21,14% |
| TOTAL | 6 878 887 | 6 464 057 | 414 830 | 6,42% |
| Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres | 170 133 | 151 809 | 18 324 | 12,07% |
| Dont titres à revenu fixe dépréciés | 2 712 | 9 173 | -6 461 | -70,43% |
| Dont dépréciation | -9 497 | -10 949 | 1 452 | -13,26% |

Le montant publié au titre des "actions et autres titres à revenu variable cotés" au 31 décembre 2013 était de 121.170 K€ L'augmentation de 9.252 K€ correspond à l'impact de l'application de la norme IFRS 10 (voir ci-dessus, note 2a).

En ce qui concerne les titres CIC, la valorisation est essentiellement fondée sur la "méthode de la somme des parties" (SOTP) ; selon ce calcul, la valeur d'une banque est égale à la somme de la valeur de chacun de ses métiers, déduction faite des coûts de holding. Depuis le 1er janvier 2014, la valeur ainsi déterminée est pondérée à 80% et complétée par la prise en compte du cours de bourse à hauteur de 20%. Cette méthode, agréée par l'AMF, conduit à retenir une valeur de 226 euros par action.

5b. Liste des principales participations non consolidées

| | % détenu | Capitaux propres | Total bilan | PNB ou CA | Résultat |
|------------|----------|------------------|-------------|-----------|----------|
| Groupe CIC | <1 | 11 233 728 | 232 919 820 | 4 466 268 | 851 067 |
| GACM | <1 | 7 970 797 | 90 280 389 | 1 448 993 | 637 415 |
| CCCM Paris | 13% | 523 748 | 5 420 644 | 25 350 | 16 221 |

Données au 31.12.2013

5c. Exposition au risque souverain

Risque souverain grec

Il n'y a plus d'exposition au risque souverain grec dans le Groupe.

Autres expositions souveraines relatives aux GIIPS *

(* Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain)

Autres pays bénéficiant d'un plan de soutien

| 30.06.2014 | | |
|---|--------------|------------|
| | Portugal | Irlande |
| Exposition nette * | | |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | |
| Actifs disponibles à la vente | 3 204 | 539 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | | |
| Total | 3 204 | 539 |
| Plus/moins values constatées en capitaux propres | 106 | 60 |

| 31.12.2013 | | |
|---|--------------|------------|
| | Portugal | Irlande |
| Exposition nette * | | |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | |
| Actifs disponibles à la vente | 3 034 | 510 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | | |
| Total | 3 034 | 510 |
| Plus/moins values constatées en capitaux propres | 181 | 0 |

(*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes et de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances.

Autres pays (exposition banques uniquement)

| 30.06.2014 | | |
|---|--------------|--------------|
| Exposition nette * | Espagne | Italie |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | |
| Actifs disponibles à la vente | 3 986 | 5 767 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | | |
| Total | 3 986 | 5 767 |
| Plus/moins values constatées en capitaux propres | | |
| | -7 | 67 |

| 31.12.2013 | | |
|---|--------------|--------------|
| Exposition nette * | Espagne | Italie |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | |
| Actifs disponibles à la vente | 3 937 | 5 770 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | | |
| Total | 3 937 | 5 770 |
| Plus/moins values constatées en capitaux propres | | |
| | 385 | 257 |

(*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes

6. Hiérarchie de juste valeur

| 30.06.2014 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total | Transferts* N1 => N2 | Transferts* N2 => N1 |
|--|-------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------------|-------------------------|
| Actifs financiers | | | | | | |
| Disponibles à la vente | 5 931 308 | 774 809 | 172 770 | 6 878 887 | 0 | 0 |
| - Effets publics et valeurs assimilées - DALV | 474 909 | 0 | 0 | 474 909 | 0 | 0 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV | 5 190 885 | 595 327 | 0 | 5 786 212 | 0 | 0 |
| - Actions et autres titres à revenu variable - DALV | 265 514 | 175 908 | 2 144 | 443 566 | 0 | 0 |
| - Participations et ATDLT - DALV | 0 | 3 574 | 35 412 | 38 986 | 0 | 0 |
| - Parts entreprises liées - DALV | 0 | 0 | 135 214 | 135 214 | 0 | 0 |
| Transaction / JVO | 7 903 252 | 3 797 432 | 0 | 11 700 684 | 0 | 0 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction | 4 890 | 0 | 0 | 4 890 | 0 | 0 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option | 181 133 | 3 717 751 | 0 | 3 898 884 | 0 | 0 |
| - Actions et autres titres à revenu variable - Transaction | 186 277 | 0 | 0 | 186 277 | 0 | 0 |
| - Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option | 7 530 952 | 0 | 0 | 7 530 952 | 0 | 0 |
| - Dérivés et autres actifs financiers - Transaction | 0 | 79 681 | 0 | 79 681 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 51 159 | 0 | 51 159 | 0 | 0 |
| Total | 13 834 560 | 4 623 400 | 172 770 | 18 630 730 | 0 | 0 |
| Passifs financiers | | | | | | |
| Transaction / JVO | 0 | 174 296 | 0 | 174 296 | 0 | 0 |
| - Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option | 0 | 124 966 | 0 | 124 966 | 0 | 0 |
| - Dérivés et autres passifs financiers - Transaction | 0 | 49 330 | 0 | 49 330 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 128 456 | 0 | 128 456 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 302 752 | 0 | 302 752 | 0 | 0 |

| 31.12.2013 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total | Transferts* N1 => N2 | Transferts* N2 => N1 |
|--|-------------------|------------------|----------------|-------------------|-------------------------|-------------------------|
| Actifs financiers | | | | | | |
| Disponibles à la vente | 5 306 979 | 992 695 | 164 383 | 6 464 057 | 164 315 | 0 |
| - Effets publics et valeurs assimilées - DALV | 467 654 | 0 | 0 | 467 654 | 0 | 0 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV | 4 806 651 | 712 691 | 0 | 5 519 342 | 0 | 0 |
| - Actions et autres titres à revenu variable - DALV | 32 674 | 276 514 | 355 | 309 543 | 164 315 | 0 |
| - Participations et ATDLT - DALV | 0 | 3 490 | 30 680 | 34 170 | 0 | 0 |
| - Parts entreprises liées - DALV | 0 | 0 | 133 348 | 133 348 | 0 | 0 |
| Transaction / JVO | 7 430 134 | 3 659 183 | 0 | 11 089 317 | 0 | 0 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction | 46 626 | 0 | 0 | 46 626 | 0 | 0 |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option | 316 467 | 3 608 806 | 0 | 3 925 273 | 0 | 0 |
| - Actions et autres titres à revenu variable - Transaction | 225 088 | 0 | 0 | 225 088 | 0 | 0 |
| - Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option | 6 841 953 | 0 | 0 | 6 841 953 | 0 | 0 |
| - Dérivés et autres actifs financiers - Transaction | 0 | 50 377 | 0 | 50 377 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 46 159 | 0 | 46 159 | 0 | 0 |
| Total | 12 737 113 | 4 698 037 | 164 383 | 17 599 533 | 164 315 | 0 |
| Passifs financiers | | | | | | |
| Transaction / JVO | 0 | 149 483 | 0 | 149 483 | 0 | 0 |
| - Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option | 0 | 120 629 | 0 | 120 629 | 0 | 0 |
| - Dérivés et autres passifs financiers - Transaction | 0 | 28 854 | 0 | 28 854 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 101 306 | 0 | 101 306 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 250 789 | 0 | 250 789 | 0 | 0 |

* Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

Niveau 1: cours coté sur un marché actif.

Niveau 2: cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables,

Niveau 3: valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

Hiérarchie de juste valeur – Détail du niveau 3

| 30.06.2014 | Ouverture | Emissions | Gains et pertes en résultat | Gains et pertes en capitaux propres | Autres mouvements | Clôture | Transferts* NI,N2 => N3 | Transferts* N3 => NI,N2 |
|---|----------------|-----------|-----------------------------|-------------------------------------|-------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| Actifs financiers | | | | | | | | |
| Disponibles à la vente | 164 383 | 0 | 0 | 2 974 | 5 413 | 172 770 | 0 | 0 |
| - Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV | 355 | 0 | 0 | 0 | 1 789 | 2 144 | 0 | 0 |
| - Participations et ATDLT - DALV | 30 680 | 0 | 0 | 2 974 | 1 758 | 35 412 | 0 | 0 |
| - Parts entreprises liées - DALV | 133 348 | 0 | 0 | 0 | 1 866 | 135 214 | 0 | 0 |
| Transaction / JVO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 164 383 | 0 | 0 | 2 974 | 5 413 | 172 770 | 0 | 0 |
| Passifs financiers | | | | | | | | |
| Transaction / JVO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| 31.12.2013 | Ouverture | Emissions | Gains et pertes en résultat | Gains et pertes en capitaux propres | Autres mouvements | Clôture | Transferts* NI,N2 => N3 | Transferts* N3 => NI,N2 |
|--|----------------|------------|-----------------------------|-------------------------------------|-------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| Actifs financiers | | | | | | | | |
| Disponibles à la vente | 154 458 | 475 | -77 | 9 605 | -78 | 164 383 | 0 | 0 |
| - Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV | 801 | 0 | 0 | 0 | -446 | 355 | 0 | 0 |
| - Participations et ATDLT - DALV | 30 390 | 0 | -77 | 0 | 367 | 30 680 | 0 | 0 |
| - Parts entreprises liées - DALV | 123 267 | 475 | 0 | 9 605 | 1 | 133 348 | 0 | 0 |
| Transaction / JVO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 154 458 | 475 | -77 | 9 605 | -78 | 164 383 | 0 | 0 |
| Passifs financiers | | | | | | | | |
| Transaction / JVO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Dérivés et autres passifs financiers - Transaction | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Instruments dérivés de couverture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

* Seuls les transferts les plus significatifs sont renseignés.

Note 7 : Compensation des actifs et passifs financiers

| 30.06.2014 | Montant brut des actifs financiers | Montant brut des passifs financiers compensés au bilan | Montants nets présentés au bilan | Montants liés non compensés au bilan | | | Montant net |
|--------------------------|------------------------------------|--|----------------------------------|--|--|------------------------------------|--------------|
| | | | | Impact des conventions-cadre de compensation | Instruments financiers reçus en garantie | Trésorerie reçue (cash collateral) | |
| Actifs financiers | | | | | | | |
| Dérivés | 130 840 | - | 130 840 | - 32 007 | - | 108 050 | 9 217 |
| Pensions | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 130 840 | - | 130 840 | - 32 007 | - | 108 050 | 9 217 |

| 30.06.2014 | Montant brut des passifs financiers | Montant brut des actifs financiers compensés au bilan | Montants nets présentés au bilan | Montants liés non compensés au bilan | | | Montant net |
|---------------------------|-------------------------------------|---|----------------------------------|--|---|-------------------------------------|---------------|
| | | | | Impact des conventions-cadre de compensation | Instruments financiers donnés en garantie | Trésorerie versée (cash collateral) | |
| Passifs financiers | | | | | | | |
| Dérivés | 177 786 | - | 177 786 | - 32 928 | - | 78 959 | 65 899 |
| Pensions | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 177 786 | - | 177 786 | - 32 928 | - | 78 959 | 65 899 |

| 31.12.2013 | Montant brut des actifs financiers | Montant brut des passifs financiers compensés au bilan | Montants nets présentés au bilan | Montants liés non compensés au bilan | | | Montant net |
|--------------------------|------------------------------------|--|----------------------------------|--|--|------------------------------------|---------------|
| | | | | Impact des conventions-cadre de compensation | Instruments financiers reçus en garantie | Trésorerie reçue (cash collateral) | |
| Actifs financiers | | | | | | | |
| Dérivés | 96 536 | - | 96 536 | - 45 715 | - | 24 670 | 26 151 |
| Pensions | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 96 536 | - | 96 536 | - 45 715 | - | 24 670 | 26 151 |

| 31.12.2013 | Montant brut des passifs financiers | Montant brut des actifs financiers compensés au bilan | Montants nets présentés au bilan | Montants liés non compensés au bilan | | | Montant net |
|---------------------------|-------------------------------------|---|----------------------------------|--|---|-------------------------------------|---------------|
| | | | | Impact des conventions-cadre de compensation | Instruments financiers donnés en garantie | Trésorerie versée (cash collateral) | |
| Passifs financiers | | | | | | | |
| Dérivés | 130 160 | - | 130 160 | - 45 478 | - | 60 244 | 24 438 |
| Pensions | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 130 160 | - | 130 160 | - 45 478 | - | 60 244 | 24 438 |

Note 8 : Clientèle

8a. Prêts et créances sur la clientèle

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|-------------------|-------------------|---------------|--------------|
| Créances saines | 13 996 425 | 13 967 523 | 28 902 | 0,21% |
| . Créances commerciales | 13 510 | 12 824 | 686 | 5,35% |
| . Autres concours à la clientèle | 13 939 117 | 13 911 537 | 27 580 | 0,20% |
| - crédits à l'habitat | 7 710 509 | 7 598 440 | 112 069 | 1,47% |
| - autres concours et créances diverses dont pensions | 6 228 608 | 6 313 097 | -84 489 | -1,34% |
| . Créances rattachées | 43 798 | 43 162 | 636 | 1,47% |
| Créances d'assurance et réassurance | 18 506 | 13 618 | 4 888 | 35,89% |
| Créances dépréciées sur base individuelle | 1 033 066 | 1 012 015 | 21 051 | 2,08% |
| Créances brutes | 15 047 997 | 14 993 156 | 54 841 | 0,37% |
| Provisions individuelles | -666 835 | -662 998 | -3 837 | 0,58% |
| Provisions collectives | -30 076 | -29 520 | -556 | 1,88% |
| SOUS TOTAL I | 14 351 086 | 14 300 638 | 50 448 | 0,35% |
| Location financement (investissement net) | 1 279 739 | 1 246 130 | 33 609 | 2,70% |
| . Mobilier | 862 039 | 849 346 | 12 693 | 1,49% |
| . Immobilier | 404 083 | 383 823 | 20 260 | 5,28% |
| . Créances dépréciées sur base individuelle | 13 617 | 12 961 | 656 | 5,06% |
| Dépréciations | -11 445 | -10 649 | -796 | 7,47% |
| SOUS TOTAL II | 1 268 294 | 1 235 481 | 32 813 | 2,66% |
| TOTAL | 15 619 380 | 15 536 119 | 83 261 | 0,54% |
| dont prêts participatifs | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| dont prêts subordonnés | 0 | 0 | 0 | n.s. |

Opérations de location financement avec la clientèle :

| | 31.12.2013 | Augmentation | Diminution | Autres | 30.06.2014 |
|---|------------|--------------|------------|--------|------------|
| Valeur brute comptable | 1 246 130 | 108 516 | -74 898 | -9 | 1 279 739 |
| Dépréciations des loyers non recouvrables | -10 649 | -3 683 | 2 887 | 0 | -11 445 |
| Valeur nette comptable | 1 235 481 | 104 833 | -72 011 | -9 | 1 268 294 |

8b. Dettes envers la clientèle

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|-------------------|-------------------|----------------|---------------|
| . Comptes d'épargne à régime spécial | 11 108 441 | 11 192 811 | -84 370 | -0,75% |
| - à vue | 9 756 399 | 9 879 313 | -122 914 | -1,24% |
| - à terme | 1 352 042 | 1 313 498 | 38 544 | 2,93% |
| . Dettes rattachées sur comptes d'épargne | 81 474 | 18 701 | 62 773 | 335,67% |
| Sous-total | 11 189 915 | 11 211 512 | -21 597 | -0,19% |
| . Comptes à vue | 3 263 148 | 3 237 971 | 25 177 | 0,78% |
| . Comptes et emprunts à terme | 996 320 | 1 095 330 | -99 010 | -9,04% |
| . Dettes rattachées | 16 125 | 17 807 | -1 682 | -9,45% |
| . Dettes d'assurance et de réassurance | 78 577 | 76 562 | 2 015 | 2,63% |
| Sous-total | 4 354 170 | 4 427 670 | -73 500 | -1,66% |
| TOTAL | 15 544 085 | 15 639 182 | -95 097 | -0,61% |

Note 9 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|----------------|------------------|-----------------|----------------|
| . Titres | 895 636 | 999 381 | -103 745 | -10,38% |
| - Effets publics | 59 402 | 71 273 | -11 871 | -16,66% |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe | 836 234 | 928 108 | -91 874 | -9,90% |
| . Cotés | 389 493 | 528 963 | -139 470 | -26,37% |
| . Non cotés | 446 741 | 399 145 | 47 596 | 11,92% |
| . Créances rattachées | 10 983 | 12 444 | -1 461 | -11,74% |
| TOTAL BRUT | 906 619 | 1 011 825 | -105 206 | -10,40% |
| dont actifs dépréciés | 6 013 | 6 013 | 0 | 0,00% |
| Dépréciations | -3 014 | -6 013 | 2 999 | -49,88% |
| TOTAL NET | 903 605 | 1 005 812 | -102 207 | -10,16% |

Note 10 : Evolution des provisions pour dépréciations

| | 31.12.2013 | Dotation | Reprise | Autres | 30.06.2014 |
|--|-----------------|----------------|---------------|--------------|-----------------|
| Prêts et créances sur la clientèle | -703 167 | -41 467 | 28 775 | 7 503 | -708 356 |
| Titres en AFS "disponibles à la vente" - TRF | -1 744 | 0 | 1 458 | 0 | -286 |
| Titres en AFS "disponibles à la vente" - TRV | -9 205 | -57 | 51 | 0 | -9 211 |
| Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance" | -6 013 | 0 | 2 999 | 0 | -3 014 |
| Total | -720 129 | -41 524 | 33 283 | 7 503 | -720 867 |

Note 11 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

Note 12 : Dettes représentées par un titre

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|-----------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Bons de caisse | 140 496 | 164 568 | -24 072 | -14,63% |
| TMI & TCN | 3 558 675 | 3 680 133 | -121 458 | -3,30% |
| Emprunts obligataires | 1 477 080 | 1 060 778 | 416 302 | 39,24% |
| Dettes rattachées | 39 874 | 34 391 | 5 483 | 15,94% |
| TOTAL | 5 216 125 | 4 939 870 | 276 255 | 5,59% |

Note 13 : Impôts

13a. Impôts courants

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|-----------------------|------------|------------|-----------|---------|
| Actif (par résultat) | 57 974 | 74 208 | -16 234 | -21,88% |
| Passif (par résultat) | 58 513 | 61 603 | -3 090 | -5,02% |

13b. Impôts différés

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|-------------------------------|------------|------------|-----------|--------|
| Actif (par résultat) | 74 849 | 78 408 | -3 559 | -4,54% |
| Actif (par capitaux propres) | 2 464 | 1 448 | 1 016 | 70,17% |
| Passif (par résultat) | 26 084 | 19 537 | 6 547 | 33,51% |
| Passif (par capitaux propres) | 42 596 | 35 288 | 7 308 | 20,71% |

Répartition des impôts différés par grandes catégories

| | 30.06.2014 | | 31.12.2013 | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| . Reports fiscaux déficitaires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Différences temporaires sur | | | | |
| - PV/MV différées sur titres disponibles à la vente | 0 | 55 109 | 0 | 46 794 |
| - autres gains/pertes latents ou différés | 14 977 | 0 | 12 954 | 0 |
| - provisions | 44 737 | 3 114 | 43 249 | 1 513 |
| - réserve latente de location financement | 866 | 5 824 | 1 065 | 4 974 |
| - résultats des sociétés transparentes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - autres décalages temporaires | 29 220 | 17 120 | 30 927 | 9 883 |
| . Compensation | -12 487 | -12 487 | -8 339 | -8 339 |
| Total des actifs et passifs d'impôts différés | 77 313 | 68 680 | 79 856 | 54 825 |

Note 14 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

14a. Comptes de régularisation et actifs divers

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Comptes de régularisation actif | | | | |
| Valeurs reçues à l'encaissement | 6 469 | 8 652 | -2 183 | -25,23% |
| Comptes d'ajustement sur devises | 0 | 15 | -15 | -100,00% |
| Produits à recevoir | 19 821 | 12 077 | 7 744 | 64,12% |
| Comptes de régularisation divers | 100 657 | 101 937 | -1 280 | -1,26% |
| Sous-total | 126 947 | 122 681 | 4 266 | 3,48% |
| Autres actifs | | | | |
| Dépôts de garantie versés | 127 189 | 100 233 | 26 956 | 26,89% |
| Débiteurs divers | 172 816 | 202 683 | -29 867 | -14,74% |
| Stocks et assimilés | 8 829 | 10 192 | -1 363 | -13,37% |
| Sous-total | 321 404 | 313 108 | 8 296 | 2,65% |
| Autres actifs d'assurance | | | | |
| Provisions techniques - Part des réassureurs | 25 465 | 25 430 | 35 | 0,14% |
| Sous-total | 25 465 | 25 430 | 35 | 0,14% |
| Total | 473 816 | 461 219 | 12 597 | 2,73% |

14b. Comptes de régularisation et passifs divers

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|------------------|------------------|----------------|---------------|
| Comptes de régularisation passif | | | | |
| Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement | 11 | 4 | 7 | 175,00% |
| Comptes d'ajustement sur devises | 0 | 21 | -21 | -100,00% |
| Charges à payer | 75 340 | 93 739 | -18 399 | -19,63% |
| Produits constatés d'avance | 80 581 | 84 337 | -3 756 | -4,45% |
| Comptes de régularisation divers | 71 967 | 38 455 | 33 512 | 87,15% |
| Sous-total | 227 899 | 216 556 | 11 343 | 5,24% |
| Autres passifs | | | | |
| Comptes de règlement sur opérations sur titres | 1 | 842 714 | -842 713 | -100,00% |
| Versements restant à effectuer sur titres | 97 287 | 89 242 | 8 045 | 9,01% |
| Créditeurs divers | 1 702 299 | 935 068 | 767 231 | 82,05% |
| Sous-total | 1 799 587 | 1 867 024 | -67 437 | -3,61% |
| Autres passifs d'assurance | | | | |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Total | 2 027 486 | 2 083 580 | -56 094 | -2,69% |

Le montant publié au titre des "crédeurs divers" au 31 décembre 2013 était de 383.407 K€ L'augmentation de 551.661 K€ correspond à l'impact de l'application de la norme IFRS 10 (voir ci-dessus, note 2a).

Note 15 : Participations dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans le résultat des entreprises MEE

| | 30.06.2014 | | 31.12.2013 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Valeur de MEE | QP de résultat | Valeur de MEE | QP de résultat |
| Euro Information | 92 141 | 3 893 | 88 137 | 7 930 |
| CM Habitat Gestion | 64 | 0 | 78 | -1 |
| Sicorfé Maintenance | 1 339 | 60 | 1 279 | 128 |
| Siparex Proximité Innovation | 1 738 | 256 | 1 700 | 424 |
| Convictions Asset Management | 1 585 | 117 | 1 468 | 380 |
| Holding Cholet Dupont S.A. | 9 950 | 695 | 9 725 | 655 |
| LFP Nexity services immobiliers | 25 362 | 139 | 25 223 | 663 |
| Forum Holding BV | 711 | -22 | 511 | |
| Forum Partners Investment Management Ltd | -8 | 41 | 240 | |
| La Française Global REIM (écarts d'acquisition sur Forum BV et Forum IM) * | 6 079 | | 6 024 | |
| Inflection Point Capital Management UK LD | 4 324 | -216 | | |
| JKC Capital Management Limited | 893 | 496 | | |
| TAGES Capital LLP | 1 093 | | | |
| TOTAL | 145 271 | 5 459 | 134 385 | 10 179 |

* Conformément à IAS 28, les écarts d'acquisition constatés sur des entités sous influence notable sont inclus dans la valeur des titres mis équivalence

Données financières publiées par les principales entreprises mises en équivalence

| | Total bilan | PNB | Résultat net |
|---|-------------|---------|--------------|
| Euro Information | 1 017 830 | 468 971 | 37 839 |
| CM Habitat Gestion | 313 | 0 | -2 |
| Sicorfé Maintenance | 5 736 | 3 779 | 177 |
| Siparex Proximité Innovation | 6 842 | 3 707 | 550 |
| Convictions Asset Management | 9 311 | 11 499 | 391 |
| Groupe Cholet Dupont | 169 809 | 12 812 | 2 080 |
| LFP Nexity Services Immobiliers | 202 287 | 35 512 | 566 |
| Forum Holding BV | 9 065 | 1 484 | -222 |
| Forum Partners Investment Management | 7 549 | 5 292 | 414 |
| Inflection Point Capital Management UK LD | 14 979 | 768 | 49 |
| JKC Capital Management Limited | 2 131 | 0 | 0 |
| TAGES Capital LLP | 4 199 | 3 346 | 1 239 |

N.B. : Ces données se rapportent au premier semestre 2014

Note 16 : Immeubles de placement

| | 31.12.2013 | Augmentation | Diminution | Autres | 30.06.2014 |
|-------------------------------|---------------|--------------|------------|----------|---------------|
| Coût historique | 75 544 | 305 | -1 | 0 | 75 848 |
| Amortissement et dépréciation | -25 849 | -1 255 | 0 | 0 | -27 104 |
| Montant net | 49 695 | -950 | -1 | 0 | 48 744 |

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) était de 75.461 K€ au 31 décembre 2013. Elle est déterminée à dire d'expert.

Note 17 : Immobilisations corporelles et incorporelles

17a. Immobilisations corporelles

| | 31.12.2013 | Augmentation | Diminution | Autres | 30.06.2014 |
|--------------------------------------|-----------------|----------------|---------------|--------------|-----------------|
| Coût historique | | | | | |
| Terrains d'exploitation | 18 383 | 27 833 | -837 | 276 | 45 655 |
| Constructions d'exploitation | 198 388 | 5 780 | -2 265 | 1 058 | 202 961 |
| Autres immobilisations corporelles | 269 976 | 81 022 | -4 632 | -5 | 346 361 |
| Total | 486 747 | 114 635 | -7 734 | 1 329 | 594 977 |
| Amortissement et dépréciation | | | | | |
| Terrains d'exploitation | -1 | 0 | 0 | 0 | -1 |
| Constructions d'exploitation | -99 871 | -4 332 | 1 017 | -54 | -103 240 |
| Autres immobilisations corporelles | -155 944 | -9 329 | 3 699 | -1 | -161 575 |
| Total | -255 816 | -13 661 | 4 716 | -55 | -264 816 |
| Montant net | 230 931 | 100 974 | -3 018 | 1 274 | 330 161 |

17b. Immobilisations incorporelles

| | 31.12.2013 | Augmentation | Diminution | Autres | 30.06.2014 |
|---------------------------------------|----------------|---------------|---------------|----------|----------------|
| Coût historique | | | | | |
| . Immobilisations générées en interne | 73 725 | 1 376 | -583 | 0 | 74 518 |
| . Immobilisations acquises | 77 502 | 1 392 | -1 556 | 0 | 77 338 |
| - logiciels | 32 798 | 1 030 | 0 | 42 | 33 870 |
| - autres | 44 704 | 362 | -1 556 | -42 | 43 468 |
| Total | 151 227 | 2 768 | -2 139 | 0 | 151 856 |
| Amortissement et dépréciation | | | | | |
| . Immobilisations générées en interne | -43 295 | -2 796 | 144 | 0 | -45 947 |
| . Immobilisations acquises | -48 915 | -3 836 | 1 497 | 0 | -51 254 |
| - logiciels | -27 672 | -1 751 | 0 | 0 | -29 423 |
| - autres | -21 243 | -2 085 | 1 497 | 0 | -21 831 |
| Total | -92 210 | -6 632 | 1 641 | 0 | -97 201 |
| Montant net | 59 017 | -3 864 | -498 | 0 | 54 655 |

Note 18 : Ecart d'acquisition

| | 31.12.2013 | Augmentation | Diminution | Autres | 30.06.2014 |
|--------------------------------|----------------|--------------|------------|----------|----------------|
| Ecart d'acquisition brut * | 203 310 | 2 469 | 0 | 0 | 205 779 |
| Dépréciations | -1 915 | 0 | 0 | 0 | -1 915 |
| Ecart d'acquisition net | 201 395 | 2 469 | 0 | 0 | 203 864 |

* dont 19.255 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005

Détail des écarts d'acquisition

| Filiales | Valeur de l'EA au 31.12.2013 | Augmentation | Diminution | Valeur de l'EA au 30.06.2014 |
|------------------------------|---------------------------------|--------------|------------|---------------------------------|
| Belgique | 2 343 | | | 2 343 |
| Assurances | 17 807 | | | 17 807 |
| Gestion pour Compte de Tiers | 180 520 | 2 469 | | 182 989 |
| Services et Autres | 725 | | | 725 |
| TOTAL | 201 395 | 2 469 | 0 | 203 864 |

Une approche multi-méthodologique a été retenue pour effectuer les tests de dépréciation des écarts d'acquisition sur le pôle Gestion pour Compte de Tiers (qui représentent 91% du total net du poste). Dans ce contexte, la juste valeur a été déterminée en fonction des données de marché du secteur : multiples issus de transactions sur des actifs similaires et multiples issus des capitalisations boursières de sociétés comparables.

Note 19 : Provisions techniques des contrats d'assurance

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|-------------------|-------------------|----------------|--------------|
| Vie | 10 781 627 | 10 230 889 | 550 738 | 5,38% |
| Non vie | 176 140 | 169 256 | 6 884 | 4,07% |
| Unités de compte | 1 633 286 | 1 594 220 | 39 066 | 2,45% |
| Autres | 14 240 | 10 983 | 3 257 | 29,65% |
| TOTAL | 12 605 293 | 12 005 348 | 599 945 | 5,00% |
| Dont participation aux bénéfices différée passive | 1 098 777 | 847 068 | 251 709 | 29,72% |
| Participation aux bénéfices différée active | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Part des réassureurs dans les provisions techniques | 25 465 | 25 430 | 35 | 0,14% |
| PROVISIONS TECHNIQUES NETTES | 12 579 828 | 11 979 918 | 599 910 | 5,01% |

Note 20 : Provisions

| | 31.12.2013 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice (provision utilisée) | Reprises de l'exercice (provision non utilisée) | Variation de juste valeur | Autres variations | 30.06.2014 |
|--|----------------|----------------------------|---|--|------------------------------|-------------------|----------------|
| Provisions pour risques | 16 253 | 1 105 | -1 515 | -4 626 | 0 | 0 | 11 217 |
| Sur engagements par signature | 1 034 | 772 | 0 | -406 | 0 | 0 | 1 400 |
| Sur engagements de financement et de garantie | 3 520 | 0 | -99 | -415 | 0 | 0 | 3 006 |
| Provision pour impôt | 1 515 | 0 | 0 | -1 456 | 0 | 0 | 59 |
| Provisions pour litiges | 4 649 | 149 | -190 | -564 | 0 | 0 | 4 044 |
| Provisions pour risques sur créances diverses | 5 535 | 184 | -1 226 | -1 785 | 0 | 0 | 2 708 |
| Autres provisions | 31 444 | 1 231 | -3 162 | -2 357 | 0 | -1 082 | 26 074 |
| Provision pour épargne logement | 5 880 | 4 | 0 | -453 | 0 | 0 | 5 431 |
| Provisions pour éventualité diverses | 23 937 | 925 | -2 366 | -1 773 | 0 | -1 082 | 19 641 |
| Autres provisions | 1 627 | 302 | -796 | -131 | 0 | 0 | 1 002 |
| Provisions pour engagements de retraite | 84 808 | 114 | -1 701 | 0 | 4 644 | 0 | 87 865 |
| Total | 132 505 | 2 450 | -6 378 | -6 983 | 4 644 | -1 082 | 125 156 |

La variation de juste valeur est liée à l'évolution des écarts actuariels sur les Indemnités de Fin de Carrière.

| | 31.12.2012 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice (provision utilisée) | Reprises de l'exercice (provision non utilisée) | Variation de juste valeur | Autres variations | 31.12.2013 |
|--|----------------|----------------------------|---|--|------------------------------|-------------------|----------------|
| Provisions pour risques | 11 390 | 3 916 | -832 | -1 556 | 0 | 3 335 | 16 253 |
| Sur engagements par signature | 936 | 468 | 0 | -370 | 0 | 0 | 1 034 |
| Sur engagements de financement et de garantie | 0 | 520 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 3 520 |
| Provision pour impôt | 1 884 | 0 | 0 | -369 | 0 | 0 | 1 515 |
| Provisions pour litiges | 4 584 | 485 | -644 | -393 | 0 | 617 | 4 649 |
| Provisions pour risques sur créances diverses | 3 986 | 2 443 | -188 | -424 | 0 | -282 | 5 535 |
| Autres provisions | 53 008 | 20 821 | -3 517 | -36 145 | 0 | -2 723 | 31 444 |
| Provision pour épargne logement | 5 511 | 414 | 0 | -45 | 0 | 0 | 5 880 |
| Provisions pour éventualité diverses | 36 166 | 20 126 | -3 059 | -26 214 | 0 | -3 082 | 23 937 |
| Autres provisions | 11 331 | 281 | -458 | -9 886 | 0 | 359 | 1 627 |
| Provisions pour engagements de retraite | 90 347 | 10 240 | -2 186 | -84 | -12 890 | -619 | 84 808 |
| Total | 154 745 | 34 977 | -6 535 | -37 785 | -12 890 | -7 | 132 505 |

Provisions PEL / CEL

| | 0-4 ans | 4-10 ans | +10 ans | Total |
|---|---------|----------|---------|-----------|
| Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne | 335 850 | 234 093 | 478 910 | 1 048 853 |
| Montant des provisions sur PEL | 0 | 0 | 1 094 | 1 094 |
| Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne | | | | 262 903 |
| Montant des provisions sur CEL | | | | 3 182 |
| Dotations Provisions EL | | | | (4) |
| Reprises Provisions EL | | | | 453 |
| Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL | | | | 58 629 |
| Montant des provisions sur prêts PEL/CEL | | | | 1 155 |

Engagements de retraite et avantages similaires

| | 31.12.2013 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Variation de juste valeur | Autres variations | 30.06.2014 |
|--|---------------|-------------------------|------------------------|---------------------------|-------------------|---------------|
| Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite | | | | | | |
| Indemnités de fin de carrière | 81 400 | 113 | -1 701 | 4 644 | 0 | 84 456 |
| Compléments de retraite | 1 464 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 465 |
| Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme) | 1 944 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 944 |
| Total comptabilisé | 84 808 | 114 | -1 701 | 4 644 | 0 | 87 865 |

La variation de juste valeur provient des écarts actuariels (voir tableau provisions ci-dessus)

| | 31.12.2012 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Variation de juste valeur | Autres variations | 31.12.2013 |
|--|---------------|-------------------------|------------------------|---------------------------|-------------------|---------------|
| Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite | | | | | | |
| Indemnités de fin de carrière | 87 834 | 9 261 | -2 186 | -12 890 | -619 | 81 400 |
| Compléments de retraite | 1 278 | 270 | -84 | 0 | 0 | 1 464 |
| Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme) | 1 235 | 709 | 0 | 0 | 0 | 1 944 |
| Total comptabilisé | 90 347 | 10 240 | -2 270 | -12 890 | -619 | 84 808 |

Note 21 : Dettes subordonnées

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dettes subordonnées | 132 000 | 170 | 131 830 | n.s. |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 302 563 | 154 020 | 148 543 | 96,44% |
| Dettes rattachées | 976 | 989 | -13 | -1,31% |
| TOTAL | 435 539 | 155 179 | 280 360 | 180,67% |

Caractéristiques des principales dettes subordonnées

| Type | Date Emission | Montant Emission | Montant fin d'exercice | Echéance |
|--|---------------|------------------|------------------------|----------|
| Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFCMNE | 2004 | 150 000 | 150 000 | - |
| - détention groupe CMNE | | -18 320 | 13 762 | |
| Titres Super Subordonnés CFCMNE | 2014 | 132 000 | 132 000 | 2024 |
| Titres Super Subordonnés ACMN Vie | 2014 | 150 000 | 150 000 | 2024 |
| Autres | | | 16 325 | |
| Dettes rattachées | | | 976 | |
| | | | 435 539 | |

Note 22 : Capitaux propres

22a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Capital et réserves liées au capital | 1 309 573 | 1 301 212 | 8 361 | 0,64% |
| - Capital | 1 306 823 | 1 298 462 | 8 361 | 0,64% |
| - Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion | 2 750 | 2 750 | 0 | 0,00% |
| Réserves consolidées | 813 188 | 673 537 | 139 651 | 20,73% |
| - Réserves de conversion | 307 | -45 | 352 | -782,22% |
| - Autres réserves (dont effets liés à la première application) | 902 857 | 764 160 | 138 697 | 18,15% |
| - Report à nouveau | -89 976 | -90 578 | 602 | -0,66% |
| Total | 2 122 761 | 1 974 749 | 148 012 | 7,50% |

22b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

| | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Gains ou pertes latents ou différés* liés aux : | | | | |
| - actifs disponibles à la vente | 170 133 | 151 809 | 18 324 | 12,07% |
| - dérivés de couverture (CFH) | -21 412 | -20 793 | -619 | 2,98% |
| - Autres | -2 827 | 130 | -2 957 | n.s. |
| Total | 145 894 | 131 146 | 14 748 | 11,25% |

* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

Note 23 : Engagements donnés et reçus

| Engagements donnés | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|------------|------------|-----------|---------|
| Engagements de financement | | | | |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | 64 921 | 64 921 | 0 | 0,00% |
| Engagements en faveur de la clientèle | 2 100 786 | 1 978 400 | 122 386 | 6,19% |
| Engagements de garantie | | | | |
| Engagements d'ordre d'établissements de crédit | 228 894 | 144 755 | 84 139 | 58,13% |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 131 011 | 106 951 | 24 060 | 22,50% |
| Engagements sur titres | | | | |
| Autres engagements donnés | 55 841 | 114 286 | -58 445 | -51,14% |

| Engagements reçus | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|--|------------|------------|-----------|---------|
| Engagements de financement | | | | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 916 788 | 888 927 | 27 861 | 3,13% |
| Engagements de garantie | | | | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 2 638 663 | 2 982 216 | -343 553 | -11,52% |
| Engagements reçus de la clientèle | 5 648 057 | 5 504 054 | 144 003 | 2,62% |
| Engagements sur titres | | | | |
| Autres engagements reçus | 75 841 | 114 286 | -38 445 | -33,64% |

Actifs donnés en garantie de passif

| Actifs donnés en garantie de passif | 30.06.2014 | 31.12.2013 | Variation | |
|---|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Titres prêtés | 0 | 0 | 0 | n.s. |
| Dépôts de garantie sur opérations de marché | 127 189 | 100 233 | 26 956 | 26,89% |
| Total | 127 189 | 100 233 | 26 956 | 26,89% |

Titres et valeurs donnés en pension : néant.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 24 : Intérêts et produits / charges assimilés

| | 30.06.2014 | | 30.06.2013 | | 31.12.2013 | |
|--|----------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-----------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges | Produits | Charges |
| . Etablissements de crédit & banques centrales | 29 809 | -11 899 | 41 245 | -12 978 | 72 723 | -26 410 |
| . Clientèle | 527 566 | -265 051 | 536 221 | -278 935 | 1 069 144 | -551 145 |
| - dont location financement et location simple | 187 264 | -167 412 | 180 907 | -157 733 | 367 312 | -322 776 |
| . Instruments dérivés de couverture | 14 462 | -29 249 | 12 605 | -43 050 | 27 339 | -78 173 |
| . Actifs financiers disponibles à la vente | 27 667 | | 29 209 | | 59 508 | |
| . Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 9 431 | | 13 468 | | 24 498 | |
| . Dettes représentées par un titre | | -44 412 | | -44 572 | | -88 418 |
| . Dettes subordonnées | | -1 349 | | -1 912 | | -3 735 |
| TOTAL | 608 935 | -351 960 | 632 748 | -381 447 | 1 253 212 | -747 881 |
| Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE | 594 473 | -322 711 | 620 143 | -338 397 | 1 225 873 | -669 708 |
| Dont intérêts sur passifs au cout amorti | | -322 711 | | -338 397 | | -669 708 |

Note 25 : Commissions

| | 30.06.2014 | | 30.06.2013 | | 31.12.2013 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Produits | Charges | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Etablissements de crédit | 2 895 | -94 | 2 109 | -155 | 3 332 | -243 |
| Clientèle | 35 792 | -539 | 38 934 | -425 | 72 892 | -968 |
| Titres | 11 276 | -1 661 | 11 264 | -217 | 20 619 | -560 |
| <i>dont activités gérées pour compte de tiers</i> | <i>3 012</i> | | <i>2 173</i> | | <i>4 445</i> | |
| Instruments dérivés | 2 | 0 | 3 | 0 | 6 | 0 |
| Change | 95 | 0 | 108 | 0 | 205 | 0 |
| Engagements de financement et de garantie | 78 | -131 | 88 | -54 | 170 | -275 |
| Prestations de services | 52 239 | -27 949 | 53 073 | -29 496 | 111 896 | -58 867 |
| TOTAL | 102 377 | -30 374 | 105 579 | -30 347 | 209 120 | -60 913 |

Note 26 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|---|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| Instruments de transaction | 25 830 | 18 425 | 7 405 | 40,19% | 41 801 |
| Instruments à la juste valeur sur option | 4 194 | -10 781 | 14 975 | -138,90% | -521 |
| Inefficacité des couvertures | 1 266 | 2 592 | -1 326 | -51,16% | -543 |
| . Sur couverture de juste valeur (FVH) | 1 266 | 2 592 | -1 326 | -51,16% | -543 |
| . Variations de juste valeur des éléments couverts | 26 984 | -44 510 | 71 494 | -160,62% | -47 010 |
| . Variations de juste valeur des éléments de couverture | -25 718 | 47 102 | -72 820 | -154,60% | 46 467 |
| Résultat de change | 625 | 656 | -31 | -4,73% | 1 092 |
| Total des variations de juste valeur | 31 915 | 10 892 | 21 023 | 193,01% | 41 829 |
| <i>dont dérivés de transaction</i> | <i>18 015</i> | <i>14 417</i> | <i>3 598</i> | <i>24,96%</i> | <i>35 566</i> |

Note 27 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

| | 30.06.2014 | | | |
|--|---------------|-----------------|--------------|---------------|
| | Dividendes | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total |
| . Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe | | 2 626 | 0 | 2 626 |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 7 120 | 7 623 | -50 | 14 693 |
| . Titres immobilisés | 5 223 | 8 392 | 44 | 13 659 |
| . Autres | 0 | -129 | 0 | -129 |
| Total | 12 343 | 18 512 | -6 | 30 849 |

| | 30.06.2013 | | | |
|--|--------------|-----------------|---------------|---------------|
| | Dividendes | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total |
| . Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe | | 2 802 | 0 | 2 802 |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 1 168 | 3 211 | -1 864 | 2 515 |
| . Titres immobilisés | 5 192 | 5 378 | -615 | 9 955 |
| . Autres | 0 | -605 | 0 | -605 |
| Total | 6 360 | 10 786 | -2 479 | 14 667 |

| | 31.12.2013 | | | |
|--|--------------|-----------------|---------------|---------------|
| | Dividendes | PV/MV réalisées | Dépréciation | Total |
| . Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe | | 8 121 | 0 | 8 121 |
| . Actions et autres titres à revenu variable | 2 282 | 8 280 | -2 554 | 8 008 |
| . Titres immobilisés | 5 246 | 8 560 | -914 | 12 892 |
| . Autres | 0 | -605 | 0 | -605 |
| Total | 7 528 | 24 356 | -3 468 | 28 416 |

Note 28 : Produits et charges des autres activités

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|---|------------------|-----------------|-----------------|---------------|-------------------|
| Produits des autres activités | | | | | |
| . Contrats d'assurance | 909 487 | 777 663 | 131 824 | 16,95% | 1 543 509 |
| . Charges refacturées | 3 431 | 4 518 | -1 087 | -24,06% | 13 991 |
| . Autres produits | 114 711 | 113 763 | 948 | 0,83% | 237 777 |
| Sous-total | 1 027 629 | 895 944 | 131 685 | 14,70% | 1 795 277 |
| Charges des autres activités | | | | | |
| . Contrats d'assurance | -803 288 | -684 517 | -118 771 | 17,35% | -1 353 813 |
| . Immeubles de placement : | | | | | |
| - dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu) | -1 255 | -1 238 | -17 | 1,37% | -2 515 |
| . Autres charges | -33 233 | -36 454 | 3 221 | -8,84% | -82 826 |
| Sous-total | -837 776 | -722 209 | -115 567 | 16,00% | -1 439 154 |
| Total net des autres produits et charges | 189 853 | 173 735 | 16 118 | 9,28% | 356 123 |

Détail des produits nets des activités d'assurance

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|---|----------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Primes acquises | 637 953 | 589 759 | 48 194 | 8,17% | 1 087 361 |
| Charges des prestations | -487 041 | -504 464 | 17 423 | -3,45% | -1 031 876 |
| Variations des provisions | -304 965 | -172 667 | -132 298 | 76,62% | -309 200 |
| Autres charges et produits techniques et non techniques | -4 460 | -364 | -4 096 | n.s. | -5 087 |
| Produits nets des placements | 264 712 | 180 882 | 83 830 | 46,35% | 448 498 |
| Total | 106 199 | 93 146 | 13 053 | 14,01% | 189 696 |

Note 29 : Frais généraux

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|----------------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|
| Charges de personnel | -223 637 | -222 662 | -975 | 0,44% | -441 541 |
| Autres charges | -173 307 | -152 438 | -20 869 | 13,69% | -300 254 |
| TOTAL | -396 944 | -375 100 | -21 844 | 5,82% | -741 795 |

29a. Charges de personnel

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|---|-----------------|-----------------|-------------|--------------|-----------------|
| Salaires et traitements | -132 345 | -126 934 | -5 411 | 4,26% | -257 315 |
| Charges sociales | -63 895 | -64 764 | 869 | -1,34% | -126 404 |
| Intéressement et participation des salariés | -14 925 | -17 261 | 2 336 | -13,53% | -32 091 |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | -14 160 | -13 703 | -457 | 3,34% | -25 545 |
| Autres | 1 688 | 0 | 1 688 | n.s. | -186 |
| TOTAL | -223 637 | -222 662 | -975 | 0,44% | -441 541 |

Effectifs moyens

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|--------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|
| Techniciens de la banque | 2 531 | 2 537 | -6 | -0,24% | 2 644 |
| Cadres | 2 085 | 1 857 | 228 | 12,28% | 2 132 |
| Total | 4 616 | 4 394 | 222 | 5,05% | 4 776 |

29b. Autres charges d'exploitation

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|-------------------------|-----------------|-----------------|----------------|---------------|-----------------|
| Impôts et taxes | -12 110 | -9 812 | -2 298 | 23,42% | -20 504 |
| Services extérieurs | -86 099 | -66 294 | -19 805 | 29,87% | -140 819 |
| Autres charges diverses | -54 942 | -61 778 | 6 836 | -11,07% | -107 049 |
| Total | -153 151 | -137 884 | -15 267 | 11,07% | -268 372 |

29c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Amortissements : | -18 616 | -14 554 | -4 062 | 27,91% | -31 662 |
| - immobilisations corporelles | -13 670 | -12 016 | -1 654 | 13,76% | -25 635 |
| - immobilisations incorporelles | -4 946 | -2 538 | -2 408 | 94,88% | -6 027 |
| Dépréciations : | -1 540 | 0 | -1 540 | n.s. | -220 |
| - immobilisations incorporelles | -1 540 | 0 | -1 540 | n.s. | -220 |
| Total | -20 156 | -14 554 | -5 602 | 38,49% | -31 882 |

Note 30 : Coût du risque

| 30.06.2014 | Dotations | Reprises | Créances irrécouvrables couvertes | Créances irrécouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL |
|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | 0 | 0 | 0 | -579 | 0 | -579 |
| Clientèle | -37 888 | 25 568 | -8 320 | -922 | 293 | -21 269 |
| . Location financement | -693 | 1 164 | -529 | 0 | 0 | -58 |
| . Autres - clientèle | -37 195 | 24 404 | -7 791 | -922 | 293 | -21 211 |
| Sous total | -37 888 | 25 568 | -8 320 | -1 501 | 293 | -21 848 |
| HTM - DJM | 0 | 2 999 | 0 | 0 | 0 | 2 999 |
| AFS - DALV | 0 | 1 458 | 0 | 0 | 0 | 1 458 |
| Autres | -1 416 | 3 938 | 0 | -9 | 0 | 2 513 |
| Total | -39 304 | 33 963 | -8 320 | -1 510 | 293 | -14 878 |

| 30.06.2013 | Dotations | Reprises | Créances irrécouvrables couvertes | Créances irrécouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL |
|--------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | 0 | 0 | 0 | -606 | 0 | -606 |
| Clientèle | -38 437 | 23 192 | -6 689 | -1 008 | 355 | -22 587 |
| . Location financement | -565 | 825 | -502 | -31 | 22 | -251 |
| . Autres - clientèle | -37 872 | 22 367 | -6 187 | -977 | 333 | -22 336 |
| Sous total | -38 437 | 23 192 | -6 689 | -1 614 | 355 | -23 193 |
| AFS - DALV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres | -1 599 | 959 | -4 | 0 | 0 | -644 |
| Total | -40 036 | 24 151 | -6 693 | -1 614 | 355 | -23 837 |

| 31.12.2013 | Dotations | Reprises | Créances irrécouvrables couvertes | Créances irrécouvrables non couvertes | Recouvrement sur créances apurées | TOTAL |
|--------------------------|-----------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| Etablissements de crédit | 0 | 0 | 0 | -895 | 0 | -895 |
| Clientèle | -105 954 | 64 045 | -17 261 | -2 204 | 633 | -60 741 |
| . Location financement | -2 312 | 4 933 | -4 191 | -19 | 22 | -1 567 |
| . Autres - clientèle | -103 642 | 59 112 | -13 070 | -2 185 | 611 | -59 174 |
| Sous total | -105 954 | 64 045 | -17 261 | -3 099 | 633 | -61 636 |
| AFS - DALV | -175 | 0 | 0 | 0 | 0 | -175 |
| Autres | -3 729 | 3 984 | -23 | -58 | 0 | 174 |
| Total | -109 858 | 68 029 | -17 284 | -3 157 | 633 | -61 637 |

Note 31 : Gains ou pertes sur autres actifs

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|--|-------------|-------------|------------|----------------|-------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles | -145 | -667 | 522 | -78,26% | -954 |
| . MV de cession | -449 | -900 | 451 | -50,11% | -1 711 |
| . PV de cession | 304 | 233 | 71 | 30,47% | 757 |
| Gains ou pertes nets sur titres consolidés | 0 | 0 | 0 | n.s. | 287 |
| TOTAL | -145 | -667 | 522 | -78,26% | -667 |

Note 32 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

Néant

Note 33 : Impôt sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | Variation | | 31.12.2013 |
|---|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Charge d'impôt exigible | -39 996 | -29 956 | -10 040 | 33,52% | -72 519 |
| Charge d'impôt différé | -10 136 | -12 655 | 2 519 | -19,91% | -22 462 |
| Ajustements au titre des exercices antérieurs | -45 | 4 | -49 | n.s. | 2 |
| TOTAL | -50 177 | -42 607 | -7 570 | 17,77% | -94 979 |

NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

Note 34 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

| | 30.06.2014 | 30.06.2013 | 31.12.2013 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| | Mouvements | Mouvements | Mouvements |
| Ecarts de conversion | | | |
| Reclassement vers le résultat | 0 | 0 | 0 |
| Autres mouvements | 355 | 0 | -45 |
| Sous-total | 355 | 0 | -45 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | | | |
| Reclassement vers le résultat | -623 | -11 | 48 |
| Autres mouvements | 18 454 | -3 687 | -15 |
| Sous-total | 17 831 | -3 698 | 33 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | | |
| Reclassement vers le résultat | 0 | 0 | 0 |
| Autres mouvements | -618 | 977 | 2 155 |
| Sous-total | -618 | 977 | 2 155 |
| Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE | 418 | 556 | 556 |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | -2 947 | 275 | 8 551 |
| TOTAL | 15 039 | -1 890 | 11 250 |

Note 35 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

| | 30.06.2014 | | | 30.06.2013 | | | 31.12.2013 | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Valeur brute | Impôt | Valeur nette | Valeur brute | Impôt | Valeur nette | Valeur brute | Impôt | Valeur nette |
| Ecarts de conversion | 355 | | 355 | | | 0 | -45 | | -45 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 26 141 | -8 310 | 17 831 | -4 891 | 1 193 | -3 698 | -2 478 | 2 511 | 33 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | -949 | 331 | -618 | 1 564 | -587 | 977 | 2 382 | -227 | 2 155 |
| Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE | 170 | 248 | 418 | 556 | | 556 | 556 | | 556 |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | -4 634 | 1 687 | -2 947 | 430 | -155 | 275 | 12 890 | -4 339 | 8 551 |
| Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres | 21 083 | -6 044 | 15 039 | -2 341 | 451 | -1 890 | 13 305 | -2 055 | 11 250 |

V INFORMATIONS SECTORIELLES

En matière d'information sectorielle, le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

Ⓢ Information sectorielle par activité. Premier niveau

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses

Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

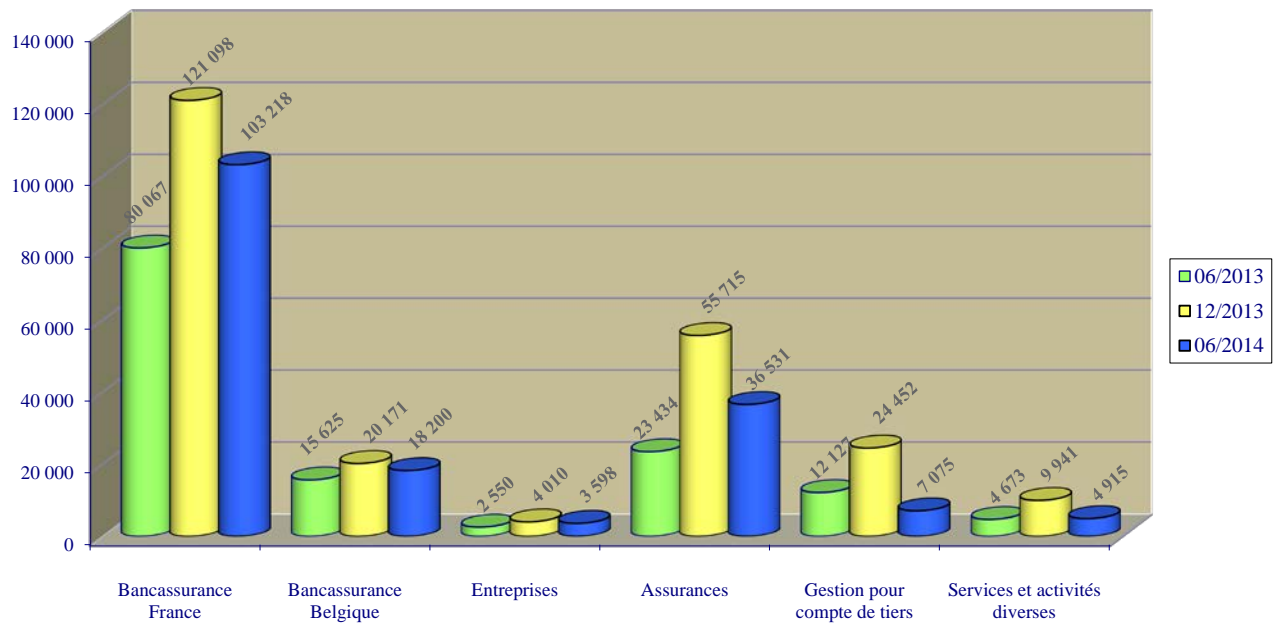
| Société | Activité | 2013 | | | 2014 | | |
|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------|------------|----------|-----------|------------|----------|
| | | % Intérêt | % Contrôle | Méthode | % Intérêt | % Contrôle | Méthode |
| <u>Bancassurance France</u> | | | | | | | |
| <i>Crédit Mutuel Nord Europe</i> | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | Sté mère | 100,00 | 100,00 | Sté mère |
| Cumul SCI | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| FCP Nord Europe Gestion | Fonds dédié | 100,00 | 100,00 | IG | 99,99 | 100,00 | IG |
| FCP Richebé Gestion | Fonds dédié | 96,57 | 96,75 | IG | 99,78 | 100,00 | IG |
| FCP Richebé Recovery | Fonds dédié | 99,37 | 100,00 | IG | 99,40 | 100,00 | IG |
| CMNE Home Loans FCT | Etablissement de crédit | 99,90 | 100,00 | IG | 99,90 | 100,00 | IG |
| GIE CMN Prestations | Groupement de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| SA Immobilière du CMN | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| <u>Bancassurance Belgique</u> | | | | | | | |
| <i>CMNE Belgium</i> | Opérations financières | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| BKCP SCRL | Etablissement de crédit | 95,80 | 95,80 | IG | 95,87 | 95,87 | IG |
| BKCP Securities | Gestion de patrimoine | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Beobank | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CPSA | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Immo W16 | Gestion immobilière | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Mobilease | Leasing mobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| OBK | Etablissement de crédit | 99,67 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| <u>Entreprises</u> | | | | | | | |
| <i>BCMNE</i> | Etablissement de crédit | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Bail Actéa | Crédit bail mobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Lease | Crédit bail immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| GIE BCMNE Gestion | Groupement de moyens | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Partenariat | Capital Développement | 99,63 | 99,65 | IG | 99,63 | 99,65 | IG |
| SDR Normandie | Opérations financières | 99,80 | 99,80 | IG | 99,80 | 99,80 | IG |
| <u>Assurances</u> | | | | | | | |
| <i>Nord Europe Assurances</i> | Gestion collective assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| ACMN IARD | Assurance | 51,00 | 51,00 | IG | 51,00 | 51,00 | IG |
| ACMN Vie | Assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CP - BK Reinsurance | Ré assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Courtage CMNE | Courtage assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Life Luxembourg | Assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Nord Europe Retraite | Gestion PERP | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Pérennité Entreprises | Courtage assurance | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Vie Services | Services informatiques et de gestion | 77,50 | 77,50 | IG | 77,50 | 77,50 | IG |

| Société | Activité | 2013 | | | 2014,00 | | |
|--|--------------------------|-----------|------------|---------|-----------|------------|---------|
| | | % Intérêt | % Contrôle | Méthode | % Intérêt | % Contrôle | Méthode |
| <i>Gestion pour compte de tiers</i> | | | | | | | |
| Groupe La Française | Gestion collective | 98,74 | 98,74 | IG | 98,79 | 98,79 | IG |
| CD Partenaires | Gestion d'actifs | 74,23 | 100,00 | IG | 74,27 | 100,00 | IG |
| CMH Gestion | Gestion collective | 20,85 | 24,48 | ME | 20,86 | 24,48 | ME |
| Conviction asset Management | Gestion collective | 29,62 | 30,00 | ME | 29,64 | 30,00 | ME |
| FCT LFP Créances Immobilières | Gestion d'actifs | 99,07 | 100,00 | IG | 99,11 | 100,00 | IG |
| Forum Partners Investment Management LLC | Gestion d'actifs | 9,87 | 10,00 | ME | 9,88 | 10,00 | ME |
| Forum Holding BV | Gestion d'actifs | 9,87 | 10,00 | ME | 9,88 | 10,00 | ME |
| Franklin Gérance | Gestion collective | 85,16 | 100,00 | IG | 0,00 | 0,00 | NC |
| GIE Groupe La Française | Groupement de moyens | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| Groupe Cholet-Dupont | Gestion d'actifs | 32,98 | 33,40 | ME | 33,00 | 33,40 | ME |
| Inflection Point Capital Management UK LD | Gestion d'actifs | 0,00 | 0,00 | NC | 48,41 | 49,00 | ME |
| JKC Capital Management Limited | Gestion d'actifs | 0,00 | 0,00 | NC | 49,40 | 50,00 | ME |
| La Française AM Finance Services | Immobilier | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| La Française AM GP | Gestion d'actifs | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| La Française AM IBERIA | Gestion d'actifs | 65,17 | 66,00 | IG | 65,21 | 66,00 | IG |
| La Française AM ICC | Recouvrement de créances | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| La Française AM International | Gestion de patrimoine | 98,74 | 100,00 | IG | 98,80 | 100,00 | IG |
| La Française Bank | Etablissement de crédit | 99,24 | 100,00 | IG | 99,28 | 100,00 | IG |
| La Française des Placements | Gestion collective | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| La Française Global REIM | Gestion d'actifs | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| La Française Inflection Point | Gestion d'actifs | 98,74 | 100,00 | IG | 73,82 | 51,00 | IG |
| La Française Investment Solutions | Gestion d'actifs | 64,18 | 65,00 | IG | 64,21 | 65,00 | IG |
| La Française Real Estate Managers | Gestion collective | 85,16 | 86,25 | IG | 85,21 | 86,25 | IG |
| LFP Nexity Services Immobiliers | Gestion immobilière | 20,98 | 24,64 | ME | 20,99 | 24,64 | ME |
| LFP SV | Gestion d'actifs | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| NEXT Advisor | Gestion d'actifs | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| New Alpha Asset Management | Gestion d'actifs | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| Nouvelles Expertises et Talents AM | Capital Développement | 98,74 | 100,00 | IG | 98,79 | 100,00 | IG |
| OPCI Raspail | Gestion immobilière | 0,00 | 0,00 | NC | 99,78 | 100,00 | IG |
| SCI Raspail Vavin Invest | Gestion immobilière | 0,00 | 0,00 | NC | 98,79 | 100,00 | IG |
| Siparex Proximité Innovation | Gestion collective | 45,88 | 46,46 | ME | 45,90 | 46,46 | ME |
| Société Holding Partenaires | Gestion d'actifs | 50,36 | 51,00 | IG | 50,38 | 51,00 | IG |
| TAGES Capital LLP | Gestion d'actifs | 0,00 | 0,00 | NC | 39,52 | 40,00 | ME |
| UFG PM | Gestion immobilière | 85,16 | 100,00 | IG | 85,21 | 100,00 | IG |
| <i>Services et activités diverses</i> | | | | | | | |
| Actéa Environnement | Gestion immobilière | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CMN Environnement | Gestion immobilière | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| CMN Tél | Services | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Euro Information SAS | Informatique | 10,15 | 10,15 | ME | 10,15 | 10,15 | ME |
| Financière Nord Europe | Gestion collective | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Finimad | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| NEPI | Opérations financières | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| SCI Centre Gare | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Sicorfé Maintenance | Services | 34,00 | 34,00 | ME | 34,00 | 34,00 | ME |
| Sofimmo 3 | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Sofimpar | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |
| Transactimmo | Immobilier | 100,00 | 100,00 | IG | 100,00 | 100,00 | IG |

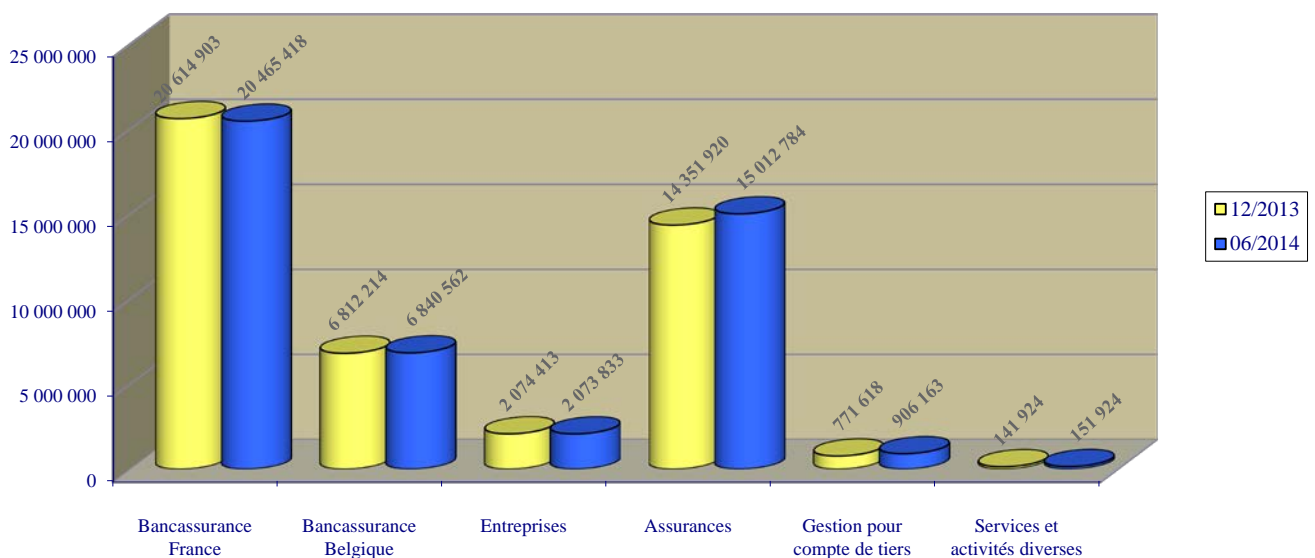
Résumé des contributions par pôles

| | PNB | | RBE | | Résultat Consolidé | | | Bilan | |
|--------------------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | 12/2013 | 06/2014 | 12/2013 | 06/2014 | 06/2013 | 12/2013 | 06/2014 | 12/2013 | 06/2014 |
| Bancassurance France | 494 059 | 295 702 | 175 378 | 126 494 | 80 067 | 121 098 | 103 218 | 20 614 903 | 20 465 418 |
| Bancassurance Belgique | 279 393 | 145 197 | 56 503 | 24 255 | 15 625 | 20 171 | 18 200 | 6 812 214 | 6 840 562 |
| Entreprises | 50 199 | 25 494 | 22 743 | 11 092 | 2 550 | 4 010 | 3 598 | 2 074 413 | 2 073 833 |
| Assurances | 161 282 | 99 392 | 98 990 | 65 830 | 23 434 | 55 715 | 36 531 | 14 351 920 | 15 012 784 |
| Gestion pour compte de tiers | 143 457 | 69 848 | 34 282 | 10 893 | 12 127 | 24 452 | 7 075 | 771 618 | 906 163 |
| Services et activités diverses | 4 573 | 2 323 | 2 931 | 1 547 | 4 673 | 9 941 | 4 915 | 141 924 | 151 924 |
| Eliminations entre pôles | -53 057 | -56 361 | -52 716 | -55 460 | -51 927 | -51 285 | -54 221 | -4 948 315 | -4 723 817 |
| Total | 1 079 906 | 581 595 | 338 111 | 184 651 | 86 549 | 184 102 | 119 316 | 39 818 677 | 40 726 867 |

Contribution résultat (avant éliminations interpôles)



Contribution total bilan (avant éliminations interpôles)



Synthèse bilan et résultat par pôles

| ACTIF | 31.12.2013 retraité * | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|--|--------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|---|---|--|-------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 444 179 | 10 356 | 8 | 10 729 850 | 45 802 | - | (140 878) | 11 089 317 | |
| Instruments dérivés de couverture | 67 848 | 4 994 | 397 | - | - | - | (27 080) | 46 159 | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3 233 076 | 1 432 103 | 15 281 | 3 428 848 | 113 507 | 23 513 | (1 782 271) | 6 464 057 | |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 5 806 634 | 1 091 198 | 166 023 | 68 474 | 47 423 | 428 | (2 812 427) | 4 367 753 | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 9 564 630 | 4 021 922 | 1 862 864 | 50 191 | 242 335 | 22 | (205 845) | 15 536 119 | |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 13 508 | - | 1 739 | - | - | - | - | 15 247 | |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | 941 600 | 64 212 | - | - | - | - | - | 1 005 812 | |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 364 751 | 80 696 | 26 641 | 66 343 | 75 662 | 2 007 | 2 690 | 618 790 | |
| Participations dans les entreprises MEE | - | - | - | - | 44 968 | 89 416 | 1 | 134 385 | |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 178 677 | 104 390 | 1 460 | 2 574 | 28 649 | 25 814 | (1 921) | 339 643 | |
| Ecart d'acquisition | - | 2 343 | - | 5 640 | 173 272 | 724 | 19 416 | 201 395 | |
| TOTAL | 20 614 903 | 6 812 214 | 2 074 413 | 14 351 920 | 771 618 | 141 924 | (4 948 315) | 39 818 677 | |

| ACTIF | 30/06/2014 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|--|-------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|---|---|--|-------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 376 299 | 10 270 | - | 11 383 419 | 90 414 | - | (159 718) | 11 700 684 | |
| Instruments dérivés de couverture | 94 096 | 3 746 | - | - | - | - | (46 683) | 51 159 | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3 332 583 | 1 835 643 | 15 322 | 3 425 539 | 90 796 | 26 623 | (1 847 619) | 6 878 887 | |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 5 669 331 | 696 737 | 81 002 | 60 322 | 61 157 | 1 281 | (2 421 496) | 4 148 334 | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 9 611 493 | 4 073 162 | 1 927 154 | 58 063 | 209 959 | 23 | (260 474) | 15 619 380 | |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 24 446 | 2 945 | 3 458 | - | - | - | - | 30 849 | |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | 853 356 | 50 249 | - | - | - | - | - | 903 605 | |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 319 538 | 64 065 | 45 871 | 77 558 | 104 758 | 4 726 | (5 242) | 611 274 | |
| Participations dans les entreprises MEE | - | - | - | - | 51 791 | 93 480 | - | 145 271 | |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 184 276 | 101 402 | 1 026 | 2 243 | 121 547 | 25 067 | (2 001) | 433 560 | |
| Ecart d'acquisition | - | 2 343 | - | 5 640 | 175 741 | 724 | 19 416 | 203 864 | |
| TOTAL | 20 465 418 | 6 840 562 | 2 073 833 | 15 012 784 | 906 163 | 151 924 | (4 723 817) | 40 726 867 | |

Les montants publiés en "actifs financiers à la juste valeur par résultat" dans le pôle Assurances et "actifs financiers disponibles à la vente" dans le pôle Belgique, au 31 décembre 2013, étaient respectivement de 10.187.441 K€ et 1.422.851 K€. La différence, soit 542.409 K€ et 9.252 K€ provient de la mise en application d'IFRS 10 (voir ci-dessus, note 2a).

| PASSIF | 31.12.2013 retraité * | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|---|--------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|---|---|--|---------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 223 309 | 686 | - | 1 | 11 079 | - | - | (85 592) | 149 483 |
| Instruments dérivés de couverture | 104 669 | 20 256 | 3 368 | - | - | - | (26 987) | 101 306 | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 2 981 818 | 454 880 | 1 402 943 | 36 950 | 99 268 | 9 979 | (2 838 690) | 2 147 148 | |
| Dettes envers la clientèle | 9 735 677 | 5 435 945 | 374 035 | 78 741 | 47 934 | 475 | (33 625) | 15 639 182 | |
| Dettes représentées par un titre | 4 943 824 | 74 535 | 4 192 | - | 228 608 | - | (311 289) | 4 939 870 | |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 95 | 3 463 | - | - | - | - | - | 3 558 | |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 452 185 | 127 837 | 93 138 | 1 451 549 | 85 805 | 921 | (11 427) | 2 200 008 | |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | - | - | - | 12 006 654 | - | - | (1 306) | 12 005 348 | |
| Provisions | 19 883 | 55 294 | 7 325 | 2 739 | 2 981 | 25 | 44 258 | 132 505 | |
| Dettes subordonnées | 150 390 | 112 364 | - | 53 017 | - | - | (160 592) | 155 179 | |
| Intérêts minoritaires | 8 038 | 6 460 | 41 | 28 217 | 12 535 | - | (198) | 55 093 | |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe) | 1 873 917 | 500 323 | 185 361 | 638 337 | 258 956 | 120 583 | (1 471 582) | 2 105 895 | |
| Résultat de l'exercice (part du groupe) | 121 098 | 20 171 | 4 010 | 55 715 | 24 452 | 9 941 | (51 285) | 184 102 | |
| TOTAL | 20 614 903 | 6 812 214 | 2 074 413 | 14 351 920 | 771 618 | 141 924 | (4 948 315) | 39 818 677 | |

| PASSIF | 30/06/2014 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|---|-------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------------|---|---|--|---------|
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 240 382 | 960 | - | 1 | 36 696 | - | - | (103 743) | 174 296 |
| Instruments dérivés de couverture | 127 804 | 43 192 | 4 130 | - | - | - | (46 670) | 128 456 | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 2 419 061 | 343 392 | 1 434 966 | 51 477 | 146 024 | 13 052 | (2 506 194) | 1 901 778 | |
| Dettes envers la clientèle | 9 669 743 | 5 478 014 | 335 634 | 79 833 | 9 648 | - | (28 787) | 15 544 085 | |
| Dettes représentées par un titre | 5 203 281 | 66 187 | 2 533 | - | 228 725 | - | (284 601) | 5 216 125 | |
| Ecart de rééval des PTF couverts en taux | 1 | 3 074 | - | - | - | - | - | 3 075 | |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 425 030 | 199 369 | 103 570 | 1 316 512 | 128 111 | 5 385 | (23 298) | 2 154 679 | |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | - | - | - | 12 612 169 | - | - | (6 876) | 12 605 293 | |
| Provisions | 16 679 | 52 282 | 3 795 | 3 012 | 2 338 | 25 | 47 025 | 125 156 | |
| Dettes subordonnées | 282 439 | 110 845 | - | 203 017 | - | - | (160 762) | 435 539 | |
| Intérêts minoritaires | 416 | 5 782 | 42 | 30 985 | 13 381 | - | (192) | 50 414 | |
| Capitaux propres hors résultat (part du groupe) | 1 977 364 | 519 265 | 185 565 | 679 247 | 334 165 | 128 547 | (1 555 498) | 2 268 655 | |
| Résultat de l'exercice (part du groupe) | 103 218 | 18 200 | 3 598 | 36 531 | 7 075 | 4 915 | (54 221) | 119 316 | |
| TOTAL | 20 465 418 | 6 840 562 | 2 073 833 | 15 012 784 | 906 163 | 151 924 | (4 723 817) | 40 726 867 | |

Les montants publiés en "comptes de régularisation et passifs divers" dans le pôle Assurances et dans le pôle Belgique, au 31 décembre 2013, étaient respectivement de 909.140 K€ et 118.585 K€. La différence, soit 542.409 K€ et 9.252 K€ provient de la mise en application d'IFRS 10 (voir ci-dessus, note 2a).

| COMPTE DE RESULTAT | 30/06/2013 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|---|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------------------------|--|----------------|
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 266 246 | 141 894 | 26 266 | 71 143 | 69 669 | 2 272 | (51 663) | 525 827 |
| Frais généraux | | (164 207) | (109 542) | (14 509) | (30 449) | (54 610) | (852) | (931) | (375 100) |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 102 039 | 32 352 | 11 757 | 40 694 | 15 059 | 1 420 | (52 594) | 150 727 |
| Coût du risque | | (9 156) | (7 656) | (6 638) | - | (365) | (52) | 30 | (23 837) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 92 883 | 24 696 | 5 119 | 40 694 | 14 694 | 1 368 | (52 564) | 126 890 |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | | - | - | - | - | 1 257 | 3 764 | - | 5 021 |
| Gains ou pertes sur autres actifs | | (378) | (282) | 8 | - | (15) | - | - | (667) |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 92 505 | 24 414 | 5 127 | 40 694 | 15 936 | 5 132 | (52 564) | 131 244 |
| Impôts sur les bénéfices | | (12 440) | (9 155) | (2 579) | (15 188) | (3 424) | (459) | 638 | (42 607) |
| Gains & pertes nets d'impôts / act aband | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT NET TOTAL | | 80 065 | 15 259 | 2 548 | 25 506 | 12 512 | 4 673 | (51 926) | 88 637 |
| Intérêts minoritaires | | (2) | (366) | (2) | 2 072 | 385 | - | 1 | 2 088 |
| RESULTAT NET (part du groupe) | | 80 067 | 15 625 | 2 550 | 23 434 | 12 127 | 4 673 | (51 927) | 86 549 |

| COMPTE DE RESULTAT | 30/06/2014 | Pôle Bancassurance France | Pôle Bancassurance Belgique | Pôle Entreprises | Pôle Assurances | Pôle Gestion pour Compte de Tiers | Pôle Services et Activités Diverses | Opérations spécifiques et éliminations | Total |
|---|------------|---------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------------------------|--|----------------|
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 295 702 | 145 197 | 25 494 | 99 392 | 69 848 | 2 323 | (56 361) | 581 595 |
| Frais généraux | | (169 208) | (120 942) | (14 402) | (33 562) | (58 955) | (776) | 901 | (396 944) |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 126 494 | 24 255 | 11 092 | 65 830 | 10 893 | 1 547 | (55 460) | 184 651 |
| Coût du risque | | (6 568) | (4 513) | (3 990) | - | 318 | (186) | 61 | (14 878) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 119 926 | 19 742 | 7 102 | 65 830 | 11 211 | 1 361 | (55 399) | 169 773 |
| Quote-part de résultat des entreprises MEE | | - | - | - | - | 1 505 | 3 953 | 1 | 5 459 |
| Gains ou pertes sur autres actifs | | (405) | 246 | 8 | - | 4 | 2 | - | (145) |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 119 521 | 19 988 | 7 110 | 65 830 | 12 720 | 5 316 | (55 398) | 175 087 |
| Impôts sur les bénéfices | | (16 289) | (2 238) | (3 511) | (24 032) | (4 883) | (401) | 1 177 | (50 177) |
| Gains & pertes nets d'impôts / act aband | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT NET TOTAL | | 103 232 | 17 750 | 3 599 | 41 798 | 7 837 | 4 915 | (54 221) | 124 910 |
| Intérêts minoritaires | | 14 | (450) | 1 | 5 267 | 762 | - | - | 5 594 |
| RESULTAT NET (part du groupe) | | 103 218 | 18 200 | 3 598 | 36 531 | 7 075 | 4 915 | (54 221) | 119 316 |

Ⓢ Information sectorielle par zones géographiques. Deuxième niveau

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques principales qui sont la France et la Belgique. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Belgique.

VI AUTRES INFORMATIONS

Ⓢ Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées du fait de la date de survenance sont les suivantes :

- ❖ IFRIC 21 : comptabilisation des taxes (hors impôts sur le résultat) dès leur fait générateur, sans étalement prorata temporis. Application au 1^{er} janvier 2015.

Ⓢ Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 30 juin 2014. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus values ou les moins values ne seront pas constatés.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 30 juin.

| 30.06.2014 | | | | | | |
|--|------------------|-----------------|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| | Valeur de marché | Valeur au bilan | Plus ou moins values latentes | Niveau 1 de hiérarchie | Niveau 2 de hiérarchie | Niveau 3 de hiérarchie |
| Actifs | 21 175 114 | 20 448 410 | 726 704 | 445 555 | 5 687 855 | 15 041 704 |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 3 663 125 | 3 925 425 | -262 300 | 0 | 3 663 125 | 0 |
| - Prêts et avances - EC | 3 663 125 | 3 925 425 | -262 300 | 0 | 3 663 125 | 0 |
| Prêts et créances à la clientèle | 16 587 736 | 15 619 380 | 968 356 | 0 | 1 546 032 | 15 041 704 |
| - Prêts et avances - Clientèle | 16 587 736 | 15 619 380 | 968 356 | 0 | 1 546 032 | 15 041 704 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 924 253 | 903 605 | 20 648 | 445 555 | 478 698 | 0 |
| Passifs | 22 802 248 | 23 097 527 | 295 279 | 435 539 | 10 495 436 | 11 871 273 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 868 944 | 1 901 778 | 32 834 | 0 | 1 868 944 | 0 |
| Dettes envers la clientèle | 15 137 506 | 15 544 085 | 406 579 | 0 | 3 266 233 | 11 871 273 |
| Dettes représentées par un titre | 5 360 259 | 5 216 125 | -144 134 | 0 | 5 360 259 | 0 |
| Dettes subordonnées | 435 539 | 435 539 | 0 | 435 539 | 0 | 0 |

Parties liées

| | 30.06.2014 | | 31.12.2013 | |
|--|---|---|---|---|
| | Entités consolidées par intégration globale | Entités consolidées par mise en équivalence | Entités consolidées par intégration globale | Entités consolidées par mise en équivalence |
| Actifs | | | | |
| Prêts et créances sur établissements de crédit | 1 282 604 | 0 | 1 264 185 | 0 |
| <i>dont comptes ordinaires</i> | <i>11 413</i> | <i>0</i> | <i>46 799</i> | <i>0</i> |
| Prêts et créances à la clientèle | 8 301 | 0 | 0 | 0 |
| Actifs à la juste valeur par résultat | 204 680 | 0 | 211 680 | 0 |
| Actifs disponibles à la vente | 282 203 | 0 | 308 835 | 0 |
| Actifs détenus jusqu'à l'échéance | 59 987 | 0 | 109 107 | 0 |
| Actifs divers | 31 270 | 0 | 15 000 | 0 |
| Passifs | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 020 820 | 0 | 1 327 039 | 0 |
| <i>dont comptes ordinaires</i> | <i>21 408</i> | <i>0</i> | <i>32 254</i> | <i>0</i> |
| Passifs à la juste valeur par résultat | 25 692 | 0 | 11 874 | 0 |
| Dettes représentées par un titre | 22 000 | 0 | 82 000 | 0 |
| Intérêts reçus | 7 817 | 0 | 17 661 | 0 |
| Intérêts versés | -9 192 | 0 | -18 932 | 0 |
| Commissions reçues | 0 | 0 | 330 | 0 |
| Commissions versées | 0 | -1 767 | 0 | -714 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR | -7 345 | 737 | 4 278 | 1 120 |
| Autres produits et charges | 4 574 | -431 | 8 002 | -873 |
| PNB | -4 146 | -1 461 | 11 339 | -467 |
| Frais généraux | 294 | -17 415 | -4 746 | -18 192 |
| Engagements de garantie donnés | 18 871 | 0 | 18 923 | 0 |
| Engagements de garanties reçus | 2 610 | 0 | 402 610 | 0 |

La colonne "intégration globale" reprend les opérations déclarées par les entités consolidées selon cette méthode avec le reste du Groupe Crédit Mutuel (hors CMNE). La colonne "mise en équivalence" recense les opérations internes au CMNE, non éliminées du fait de la méthode de consolidation de ces entités.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est survenu entre le 30 juin 2014 et la date de communication des comptes consolidés semestriels condensés. Ces derniers ont été présentés au Conseil d'Administration du 29 juillet 2014.